



Contre les crimes d'Assad



SOLIDARITÉ

avec le peuple syrien

TURQUIE

Des violences policières aux émeutes

Page 5

Les témoignages s'accumulent sur l'utilisation en Syrie d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad. Contre un peuple soulevé depuis plus de deux ans pour la liberté et la dignité, la terreur de masse ne cesse d'augmenter. Aucune « ligne rouge » ne semble infranchissable. Car Assad bénéficie de fait de l'impunité de la « communauté internationale ». Comment expliquer cette situation ?

Depuis le début, les manifestations, de plus en plus larges dans toute la Syrie, n'ont eu pour toute réponse que les mitraillages, les arrestations, les tortures systématiques, les disparitions, la manipulation du confessionnalisme. Quand les militaires ont commencé à désertir, à protéger les actions de la population civile et à libérer les localités des nervis du régime, ce sont les avions, les hélicoptères, les blindés et l'artillerie – y compris les missiles Scud – qui sont devenus les instruments quotidiens de la répression. Les milices du régime ont mené des opérations de « nettoyage » dans des localités

où hommes, femmes, enfants, vieillards ont été massacrés pour l'exemple. Les villes, hôpitaux, boulangeries, les champs ont été bombardés pour épuiser le peuple insoumis. Plusieurs millions de déplacés et réfugiés, et près de 100 000 morts plus tard, le peuple syrien continue pourtant son insurrection dans sa troisième année.

Les puissances mondiales tournent le dos au peuple syrien

Le régime est déterminé à écraser son peuple et ne recule devant aucun crime ni aucun mensonge pour cela. Il bénéficie de l'aide militaire et logistique fermes de la Russie et

SUITE PAGE 2



Agenda

8 juin, fête du NPA 92 Nord, Clichy. École Jean-Jaurès à Clichy, 14 rue Alexandre-Antonini, métro Mairie-de-Clichy (ligne 13). À 17h30: film sur la Françafrique suivi d'un débat sur la guerre au Mali; à 19h: meeting avec des animateurs des luttes, un militant de Grèce et Olivier Besancenot; à 20h: repas et à 21h30: concert.

8 juin, Rencontre-débat sur la Kanaky, Paris 11^e. Avec Franck Apock, Fidel Malalua et Victor Wejeme, représentants de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE). Projection de film, débats, buvette, musique... De 15 à 22h au CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris. M^o Rue-des-Boulets ou Nation.

8 juin, fête du NPA Poitiers. Salle Jean-Pierre Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul. À 15h débat sur le thème «Quelle alternative à l'austérité?» avec le PCF, le PG, la GA... À 18h Meeting avec Christine Poupin.

8 juin, fête du NPA 31, Toulouse. À partir de 17h au 9 rue Corneille à Toulouse, métro Arènes. Débat avec Alain Krivine, repas et concert surprise.

9 juin, Manifestation Les femmes contre l'austérité, Paris. RV à 14h, place du Palais-Royal.

10 juin, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Villeneuve-sur-Lot. RV à 20h, Salle des mariages de la Mairie. En soutien à la candidature de Marifé Garay à l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot suite à la démission de Jérôme Cahuzac.

11 juin, réunion publique «Syrie: où va la Révolution?», Grenoble. À 20h, Maison du tourisme, rue de la République, à Grenoble.

11 juin, réunion publique «Résistance aux politiques d'austérité», CAC Paris 15^e. RV à 18h30 au Patronage laïque, 61 rue Violet 75015, M^o Commerce.

12 juin, Réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Nîmes. RV à 19h30 au Centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger.

12 juin, Société Louise-Michel: De l'esprit critique au conservatisme, Paris. Conférence-débat avec Enzo Traverso, professeur à l'Université Cornell (Ithaca, New York), autour de ses deux derniers ouvrages, *La Fin de la modernité juive* et *Où sont passés les intellectuels?* RV à 19h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier dans le 20^e, métro Ménéilmontant, Gambetta ou Père-Lachaise.

14 juin, meeting avec Philippe Poutou, Marseille. RV à 19h au Centre d'animation Sénac, 6-8 rue Sénac, métro et tramway Réformés.

15 juin, fête du NPA 32 et des Anticapitalistes du Gers. À partir de 13h, grand méchoui à Castelnau-Barbarens. Plus d'infos et inscriptions: porteparole@npa32.fr

15 juin, manifestation nationale santé, Paris. RV à 13h, place de la Bastille, en direction de Nation.

15 juin, fête du NPA Saint-Denis (93) avec Christine Poupin. École Jules Guesdes, 8 rue du Corbillon. Accueil à 17h, projection du dernier documentaire de Ken Loach *L'esprit de 45* suivi d'un débat.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Poutine (avec son savoir-faire acquis en Tchétchénie) et de l'Iran. Plus, le Hezbollah libanais a troqué son étiquette de résistant à Israël contre celle de mercenaire bourreau du peuple syrien, engageant plusieurs milliers de ses combattants dans la reconquête de la région stratégique d'Al Qussayr, provoquant des réactions indignées des Palestiniens des camps libanais.

Les puissances occidentales, des USA à Israël en passant par la Grande-Bretagne et la France, discréditées dans la région par leurs turpitudes passées, auraient vu d'un bon œil un remodelage du régime adapté à leurs intérêts. Mais elles redoutent par-dessus tout le saut dans l'inconnu que provoqueraient la victoire de la révolution et la chute d'Assad. C'est pourquoi elles ne font que simuler un soutien à l'opposition syrienne, confiant par exemple hypocritement l'essentiel de l'aide humanitaire aux organismes du régime, qui la réserve aux zones qu'il contrôle. Ainsi, une partie des insurgés sont poussés dans les bras des monarches intégristes d'Arabie saoudite et du Qatar qui monopolisent de fait l'aide concrète.



PHOTOHÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

Contresens et mirages

Malgré les appels à l'aide du peuple syrien, les peuples du monde demeurent spectateurs du drame qui se joue, et dont le résultat influera sur la dynamique globale du processus de révolutions ouvert au Maghreb et au Machrek. Une grande partie de la gauche contribue à cette passivité par des contresens dramatiques: croire que l'impérialisme a téléguidé la lutte contre Bachar al-Assad; sous-estimer le mouvement de masse coordonné du peuple syrien, et surestimer le rôle des islamistes; et surtout penser que

le pouvoir syrien pourrait accepter de discuter de son retrait alors que, depuis plus de deux ans, il veut noyer cette question dans le sang. Dans ces conditions, il faut dénoncer le mirage d'une énième «négociation». La conférence internationale de «paix en Syrie» annoncée à Genève, aux conditions du pouvoir russe, ne servira qu'à aider la survie du régime d'Assad et diluer sa responsabilité. Et l'opposition syrienne en exil, largement coupée du terrain et écartelée entre les exigences contradictoires de ses parrains, sera stigmatisée pendant

que la répression ne connaîtra pas de temps mort en Syrie.

Pour la victoire de la révolution syrienne

Le NPA condamne les interventions étrangères en Syrie, mais aussi les tergiversations honteuses des États qui favorisent les massacres, en différant toute livraison d'armes pour l'autodéfense des insurgés, comme l'Union européenne vient de le faire dans sa novlangue habituelle. Nous saluons l'héroïsme du peuple syrien dans sa lutte contre le despotisme, focalisée ces jours-ci dans les régions d'Al-Qussayr et Homs martyrisées. Nous encourageons tous les citoyens et les citoyennes du monde à organiser le secours matériel aux réfugiés et aux zones contrôlées par les conseils locaux, en coordination avec les associations syriennes qui défendent les objectifs de cette révolution pour la liberté, la démocratie, la justice sociale, l'indépendance nationale dans le respect des minorités et le refus du confessionnalisme.

La révolution syrienne doit vaincre. Assad et ses complices, criminels contre l'humanité, doivent être jugés!
Jacques Babel

regards

Propos recueillis par Tanguy Denis

«La souffrance au travail à la mairie de Saint-Denis est une réalité»



PHOTOHÉQUE ROUGE/JMB

Entretien. «Service social... en grève!». Percus, sirène, ils et elles sont une trentaine devant la mairie de Saint-Denis (93). Le service social débraye, à l'appel de Sud CT, comme tous les «vendredis de la colère» depuis le 25 mars (cf. Tout est à nous! n°195). Entretien avec une salariée syndiquée Sud pour raconter le désarroi d'un service dirigé par de hauts fonctionnaires... dans une mairie Front de gauche.

D'où vient cette mobilisation?

La directrice des solidarités et du développement social, depuis 2006, considère que notre service nuit à la visibilité de l'action qu'elle veut faire porter au centre communal d'action sociale (CCAS). Elle veut nous rendre au conseil général (CG), pour économiser les 3% budgétaires demandés à chaque direction. Ce service est une compétence du CG, mais Saint-Denis, comme beaucoup de mairies communistes, l'a conservé pour la mise en œuvre de sa politique sociale.

La directrice est en désaccord avec cette orientation municipale très forte. N'arrivant pas à convaincre les éluEs, elle met à mal et discrédite cadres, assistantes sociales, secrétaires, et alimente les tensions inter-services. Ce qui a tout déclenché, c'est notamment le départ de notre chef de service, épuisé.

Qu'en disent les éluEs?

La réponse du maire, Didier Paillard, a été: «je soutiens la directrice, votre mouvement est violent...». Tout ça parce qu'on a tapé un peu sur des portes. Les pratiques managériales de la directrice continuent car la mairie lui apporte toute son «estime professionnelle». Elle leur vend du rêve: elle crée des services, des coquilles vides.

Les chevilles ouvrières, ce sont les assistantes sociales, au cœur de la protection de l'enfance, qui accueillent la misère, les femmes victimes de violence, les familles pour prévenir les expulsions... La réponse du maire

est d'un grand mépris. Les éluEs sont sourds et muets. Ceux qui nous rencontrent pour nous soutenir ne devraient pas laisser perdurer tout cela. La souffrance au travail à la mairie de Saint-Denis est une réalité! Nous

refusons le management à la France-Télécom.

Quand la mairie vote un rapport d'orientation stipulant l'importance de s'appuyer sur un personnel mobilisé, de l'associer à la réflexion en amont des décisions, c'est la théorie. Dans la pratique, on vote des rapports sans nous concerter et on fait intervenir des cabinets extérieurs coûteux, des audits pour nous restructurer...

Comment se passe le mouvement?

On est mobilisé à 99,9%. Contrairement au CCAS, où la souffrance se traduit par un absentéisme, dans notre service, ce serait plutôt du présentéisme. La déception est réelle depuis deux mois, les collègues s'épuisent mais la mobilisation continue. Notre première revendication, c'est l'arrêt du soutien de la mairie à la DG, la reconnaissance de la souffrance au travail. C'est à cette condition que l'on pourra envisager une sortie de crise. Lors de la prochaine rencontre, si le maire lui renouvelle son soutien, je pense qu'il n'y aura même pas de réunion, ça s'arrêtera là...

«La DG, si tu savais... tes méthodes, tes méthodes...». Il est midi, la table est dressée, le «pique-nique de la colère» peut commencer.



HÔPITAUX

« Alerte » ? On se mobilise !

« Rapport alarmant de l'Inspection générale des finances sur les hôpitaux » titrait le Monde du 27 mai tandis que les Échos affichaient en Une : « Alerte sur la situation financière des hôpitaux ». Trois jours plus tard pourtant, nouveau titre : « Pour la première fois, l'hôpital public affiche un excédent budgétaire en 2012 ». Alors, situation catastrophique ou embellie ?

Les hôpitaux se sont massivement endettés ces dix dernières années, passant de neuf milliards d'euros de dettes en 2003 à plus de 28 milliards fin 2012. Dans son rapport, l'inspection générale des finances fait aujourd'hui mine de le découvrir... alors que cet endettement a été organisé par le pouvoir, en particulier à travers les « plans » Hôpital 2007 et Hôpital 2012. En effet, les ministres de la Santé Mattéi (en 2002) puis Bertrand (en 2007) ont chacun lancé leur plan pour tenter de faire face à l'état de vétusté avancé de nombre d'établissements. Des plans coûtant bien peu à l'État puisqu'il s'agissait essentiellement d'un droit pour les hôpitaux à... s'endetter auprès des banques pour parer au plus pressé. Autorisation d'endettement d'autant plus importante que les établissements étaient bons élèves en matière de restructurations ! En même temps, le plan Hôpital 2007 prévoyait une profonde réforme du financement, la T2A (tarification à l'activité). Désormais les recettes des hôpitaux dépendent de la cotation des actes réalisés, avec un tarif fixé arbitrairement par le gouvernement : une réforme qui a largement contribué au déficit des hôpitaux.

Des économies sur le dos des personnels

Dix ans plus tard, en pleine crise de la dette publique et après que bien des établissements aient été victimes d'emprunts toxiques, les pouvoirs publics font semblant de s'émouvoir. Comment, dans une telle situation, les 2000 hôpitaux publics ont-ils généré en 2012 un excédent évalué à 137 millions d'euros par le ministère de la Santé alors que leur déficit était de 325 millions en 2011 ?

Pas vraiment grâce à un miracle... car si une petite partie de cette amélioration est due à quelques changements dans les règles comptables, l'essentiel des 450 millions d'euros récupérés vient (pour une petite part) de la vente de biens immobiliers, et surtout des économies sur les dépenses de personnel. Depuis cinq ans, elles augmentent moins vite que les recettes des hôpitaux, pourtant fort contraintes. Comme le dit élégamment la DGOS (direction générale de l'offre de soins) dans un communiqué : « Cette amélioration traduit les efforts de productivité entrepris par les hôpitaux depuis plusieurs



années... Des « efforts » que Marisol Touraine entend bien continuer à exiger alors que la Cour des comptes a récemment estimé que les restructurations hospitalières ne vont pas assez vite.

De l'endettement au démantèlement

Derrière les titres chocs de la presse et des chiffres qui semblent se contredire, la réalité est banalement simple : depuis des années les gouvernements organisent avec constance le démantèlement de la santé publique, fermant des services, regroupant des hôpitaux, créant des déserts sanitaires tout en faisant des ponts d'or au privé avec des financements publics mais aussi à travers de scandaleuses « fusions » d'hôpitaux locaux et de cliniques. Jackpots assurés pour le privé... sur le dos des populations, pour qui la santé a désormais un coût inaccessible à

beaucoup, et des salariés dont les conditions de travail s'aggravent tandis que les salaires sont remis en cause en même temps que les statuts et conventions collectives.

Alors, face au scandale de l'endettement des hôpitaux auprès des banques, des mesures d'urgence et de santé publique s'imposent : l'annulation immédiate de cette dette et, en parallèle, l'annulation de tous « plans de retour à l'équilibre » et autres « plans d'amélioration des résultats » que pouvoirs publics et directions d'hôpitaux imposent aux personnels et aux usagers.

Une raison de plus de manifester le samedi 15 juin à l'appel de nombreuses associations et syndicats, avec le soutien de partis politiques, dont le NPA, pour la défense de la santé publique, l'accès aux soins pour tous et toutes.

Isabelle Ufferte

TAPIE-LAGARDE

« Escroquerie en bande organisée »

L'affaire Tapie n'éclabousse pas seulement des individus : elle révèle la nature bourgeoise de cet État qui, derrière le paravent du service de « l'intérêt général », détourne l'argent public au profit d'une « bande organisée », la classe capitaliste.

Grâce à des journalistes sérieux et des juges obstinés, l'enquête avance à grands pas et mouille de multiples acteurs et institutions. Alors qu'un jugement favorable à l'État avait été rendu en 2006 dans l'affaire opposant Tapie à la structure gérant les actifs du Crédit lyonnais (le CDR), Jean-Louis Borloo (ancien avocat de Tapie...) aurait décidé en 2007 de suspendre le cours de la justice ordinaire pour faire appel à une justice privée, la procédure d'arbitrage. Christine Lagarde, qui a succédé à Borloo au ministère de l'Économie, a pris officiellement la décision, contre l'avis de beaucoup de fonctionnaires, notamment

ceux de l'Agence des participations de l'État, et sur ordre de l'Élysée (Guéant) selon Mediapart. Grâce à cette procédure, Tapie a obtenu en juillet 2008 403 millions d'euros, dont 230 euros net dans sa poche. Lagarde a ensuite donné des instructions au CDR pour qu'il renonce à tout recours. Cerise sur le gâteau : suite à une rencontre de Tapie avec Guéant pour parler de ses impôts, on apprend aujourd'hui que le fisc a passé l'éponge sur 15 millions d'impôts en 2009 !

Crise, corruption, escroquerie

Si ce scandale d'État n'a pas éclaté avant, c'est parce que les institutions ont protégé ces voyous. Le Conseil

d'État a systématiquement rejeté les recours visant Lagarde pour excès de pouvoir. Le rapport de la Cour des comptes de 2010, pointant de nombreuses anomalies, a été tenu secret. Un certain Cahuzac, président à l'époque de la Commission des finances, a pu lire ce rapport mais a refusé de le divulguer. Les journalistes des grands médias n'ont pas fait leur boulot. C'est tout un système qui a couvert les agissements de la bande du Fouquet's. Aujourd'hui, on apprend qu'un des « arbitres », Pierre Estoup, qui a décidé le versement des 403 millions, était lié à Tapie. Il vient d'être mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». On sait également

que Lagarde a été informée par la suite des liens entre Tapie et Estoup. Alors que c'était un motif d'annulation de l'arbitrage, elle n'a rien dit ou fait. Si Lagarde a pour l'instant évité la mise en examen (mais a toutefois été placée sous le statut de témoin assisté), c'est parce que Moscovici a pesé de tout son poids pour protéger la présidente du FMI. L'UMP a protégé Cahuzac jusqu'au bout. Le PS protège Lagarde. Toute cette clique de politiciens se serre les coudes... Il est temps d'en finir, non seulement avec ces serviteurs de la bourgeoisie, mais avec ce système capitaliste pourri jusqu'à la moelle.

Gaston Lefranc



Par Christine Poupin

ALLOCATIONS FAMILIALES, BIEN LOIN DU COMPTE !

Le gouvernement a finalement renoncé à moduler les allocations familiales en fonction du revenu. Les défenseurs de la modulation prétendent prendre aux riches pour donner aux pauvres. Il n'en est rien. Une telle mesure, que le patronat rêve d'étendre à la santé, ferait passer la Sécurité sociale d'une logique de droits égaux pour tous à un système combinant l'assistance minimum pour les plus démunis et le recours aux assurances privées pour les autres. Elle serait surtout un formidable cadeau aux patrons qui verraient leurs cotisations réduites une nouvelle fois. Le gouvernement a reculé, mais davantage pour ne pas mécontenter les associations familiales, y compris les plus réactionnaires, que pour satisfaire un souci de justice sociale. On reste très loin de l'égalité. Celle-ci suppose que les allocations soient attribuées dès le premier enfant et fortement revalorisées, car leur niveau actuel est très insuffisant pour faire face aux besoins des familles. Les allocations familiales sont un élément du salaire socialisé, permettant d'élever ses enfants, et non un outil de politique nataliste !

Le choix a finalement été d'abaisser le plafond du quotient familial de 2000 à 1500 euros par demi-part. Cette mesure ne corrige que très partiellement l'injustice d'un mécanisme qui profite scandaleusement aux familles les plus aisées, car chaque enfant apporte une réduction d'impôt d'autant plus forte que les revenus de ses parents sont élevés. La droite crie à la hausse d'impôt mais il en faudrait beaucoup plus pour rétablir la justice fiscale : supprimer purement et simplement le quotient familial et établir une fiscalité beaucoup plus progressive.

Il en faut bien plus que les mesures annoncées pour assurer l'accueil des enfants de moins de trois ans et l'accès réel des femmes à l'emploi. Aujourd'hui, moins de 15% des enfants accueillis le sont en crèche. 57% des mères ayant un enfant de moins de 3 ans travaillent contre 75% de l'ensemble des femmes de 25 à 45 ans. Et ce ne sont pas 100 000 places promises en crèche qui vont changer la situation !



PHOTOHÉRIQUE ROUGE/FRANCK HOULGATE

PS FN

Jouer avec le feu et se brûler

Le Parti socialiste aurait-il aidé le Front national à gagner un siège de député dans le Vaucluse, en contribuant concrètement à faire élire la jeune candidate Marion Maréchal-Le Pen ? C'est la question soulevée par le magazine *l'Express*, la semaine dernière.

L'hebdomadaire avance quelques sources qui semblent crédibles, et d'autres qui le sont moins. Il prétend que le lundi 11 juin 2012, au lendemain du premier tour des élections législatives, deux militants du FN sont passés dans un local du PS à Carpentras, afin de se livrer à un deal. Si la candidate PS Catherine Arkilovitch (arrivée en troisième position dans la circonscription de Carpentras et peu éligible) se maintenait au second tour face à l'UMP et au FN, le FN se maintenait à son tour dans la cinquième circonscription voisine, favorisant le candidat socialiste Jean-François Lovisololo contre son adversaire de l'UMP. C'est un militant de la campagne de Lovisololo, pour le moment anonyme, ainsi que le socialiste Patrice Lorello, qui auraient raconté à *l'Express* les termes du deal. L'autre source citée, Martine Furioli (la candidate FN de la cinquième circonscription) apparaît nettement moins crédible.

Des tactiques dangereuses

Il n'est pas impossible que les choses se soient déroulées comme le prétend le magazine. On connaît le résultat des élections à Carpentras : au second tour, la candidate PS s'était bien maintenue face aux candidatures UMP et FN et Marion Maréchal-Le Pen a été élue. Il y a depuis longtemps dans l'appareil du PS la tentation de considérer la montée du FN comme bénéfique en divisant la droite. François Mitterrand était déjà expert de ce genre de combinaisons tactiques... et dangereuses. De plus, l'UMP de Carpentras étant dominée par le courant de la « Droite populaire », pas très éloigné du FN sur certaines questions, le PS local a pu se montrer indifférent à trancher entre UMP et FN...

Toujours est-il qu'aucune tactique cynique ne peut être de mise avec un parti comme le FN, lourd de dangers.
Bertold du Ryon

CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE L'envers du décor

Le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), dont c'est le 70^e anniversaire, est régulièrement évoqué comme modèle à suivre, en opposition à la politique actuelle.

Il est vrai que « l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État (...); le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques (...) » et surtout l'instauration d'un « plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État » sont des mesures contradictoires avec la politique libérale actuelle. Et nous avons raison de répéter que s'il a été possible de mettre en place la Sécu dans un pays dévasté par la guerre, on peut faire bien plus aujourd'hui. Mais cela ne doit pas nous transformer en inconditionnels du CNR. Les capitalistes étaient inquiets de voir se répéter

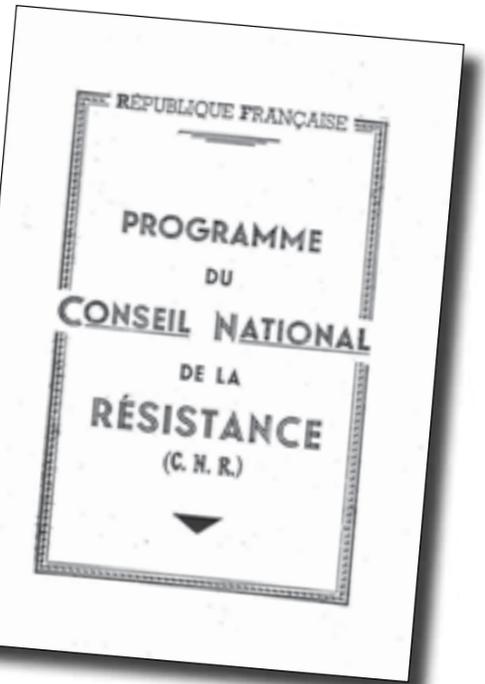


Colonne de prisonniers allemands conduite par les FTP à la Libération. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DREAN

à la fin de la Seconde Guerre mondiale la vague révolutionnaire qui avait secoué l'Europe entre 1917 et 1923. En France, à part quelques personnages secondaires, tous les représentants de la droite ont soutenu les nazis ou le régime de Vichy. Les entreprises d'importance et tout l'appareil d'État ont « collaboré », seul un préfet, Jean Moulin, ayant refusé de servir. Même si tous ces gens ont commencé à jouer double jeu quand ils se sont aperçus que la défaite nazie approchait, cela ne suffisait pas aux résistants des milieux populaires qui aspiraient à se débarrasser des « collaborateurs » et à mettre en place une autre société. Ils avaient raison ! Et l'exemple de la proposition du Comité des Forges (l'ancêtre du Medef), faite à un mouvement de résistance, de plusieurs dizaines de millions et 500 automitrailleuses, pour qu'il fournisse 20000 hommes acceptant de participer à la lutte préventive contre le communisme, montrent qu'eux aussi se préparaient.

L'État remis sur pied

De Gaulle chercha donc à contrôler les résistants organisés par le PCF en constituant une structure d'unité nationale. Il fonde le CNR le 27 mai 1943. Il regroupe les huit mouvements de résistance, les deux centrales syndicales (CGT et CFTC) et les six principaux partis de la III^e République, le PCF, la SFIO (PS), les radicaux et trois petits partis de droite. Le programme, adopté le 15 mars 1944, validait le gouvernement de De Gaulle, préparait la réinstallation d'un État et reprenait les propositions socio-économiques des socialistes, soutenues par les milieux de



droite chrétiens sociaux. Le PCF l'appliqua en acceptant fin 1944 la dissolution des milices patriotiques, contre pouvoirs réels, au motif qu'il ne faut qu'un seul État, une seule police, une seule armée, et en combattant les grèves des mineurs : « Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe »...

Les réformes du CNR ne sont pas spécifiques à la France, contrairement à ce que notamment le PCF voudrait faire croire. Les mêmes nationalisations (de 20 à 25% de l'économie) vont être faites en Grande-Bretagne, en Autriche, et des systèmes de sécurité sociale vont être instaurés à cette époque dans presque toute l'Europe. Alors oui, on peut mettre en cause la pertinence de ce modèle d'union nationale, qui a été un frein aux mobilisations qui auraient pu remettre en cause le pouvoir des capitalistes à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Patrick Le Moal

1. Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, 1980, 10/18

PCF Ne pas choisir, c'est encore choisir

Le Conseil national du PCF s'est réuni pour décider de sa politique concernant les élections municipales et européennes. En fait, à la quasi unanimité, il a décidé... de ne rien décider, tout en réaffirmant la poursuite d'une politique résumée par le titre de l'Humanité : « Unir à gauche et faire reculer les logiques d'austérité ».

C'est dans ce cadre très général que la direction du PCF laisse chaque section adapter sa tactique propre. Ainsi, dans la plupart des communes dirigées par l'Union de la gauche, le PCF fera liste commune avec le PS dès le premier tour ; dans d'autres, ce sera des listes du seul PCF ; ailleurs du Front de gauche... La résolution indique les critères : « assurer la victoire de majorités de gauche ambitieuses... ; unir le plus largement possible à gauche, faire reculer les

logiques d'austérité... Renforcer le large réseau d'élus communistes et du Front de gauche ». Et d'octobre à début décembre, des consultations d'adhérents seront organisées « le cas échéant, pour un vote souverain entre plusieurs options ».

Confusions et tensions

Tout ceci est d'une confusion à la mesure des contradictions dans lesquelles se trouve la direction du PCF : pour sauver ses 9000 élus, ne pas rompre avec le PS, mais aussi répondre au ras-le-bol d'une bonne

partie de ses militantEs contre ce même PS. Dans certaines villes, la guerre est ouverte au sein du Front de gauche avec un PG qui a peu d'élus et prépare plutôt les européennes. C'est le cas à Toulouse où le PCF sera sur une liste commune avec le PS dès le premier tour. À Paris, le PCF a entamé des discussions avec le PS et les Verts, et comme le dit Ian Brossat, responsable des élus communistes parisiens : « tout dépendra du contenu du programme »...

Le PCF met tous ses efforts dans la préparation des Assises du 16

juin qu'il a réussi à imposer au Front de gauche, sans avoir la signature de EÉLV ou de Gauche avenir (courant Lienemann Quilès du PS) qui ne seront certainement pas co-organisateurs. Samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, des marches contre l'austérité et pour la VI^e République ont eu lieu dans plusieurs villes.

Le NPA est prêt à participer à tous les débats et il le fait déjà. Mais il ne co-organisera rien avec des partis ou des tendances membres de la coalition gouvernementale. En effet, il n'y a aucune illusion à créer sur la possibilité de faire « changer de cap » au gouvernement actuel. Seule la résistance unitaire dans les mobilisations et une alternative politique de rupture avec ce système pourront permettre de s'en sortir.

Alain Krivine

ÉDUCATION NATIONALE Une loi largement votée...

Après son adoption au Sénat le samedi 25 mai, le gouvernement est sur le point de faire valider la loi d'orientation sur l'école. Fait politique significatif, les sénateurs communistes ont voté pour cette loi.

Il seront certainement bientôt suivis par les députés, ce qui n'est pas sans créer des remous au sein du Front de gauche. Pour justifier ce vote, les sénateurs évoquent des « avancées » et arguent de reculs du gouvernement. Il n'en est rien, les modifications sont marginales, le contenu de la loi d'orientation demeure le même,

avec notamment la confirmation des mesures sarkozystes, la poursuite de la destruction de la formation des enseignants, la marche vers l'école du socle commun et le projet éducatif territorial contre lequel les enseignantEs du premier degré se battent toujours. Au-delà, qui peut croire que la régionalisation/ destruction de l'enseignement

professionnel public n'est pas enclenchée ?

Nouvelle offensive sur les rails

Le gouvernement ne peut que se féliciter d'un tel « rassemblement ». La suite logique, c'est le statut des enseignantEs. Vincent Peillon ne s'en cache pas, tandis que le rapporteur de la loi d'orientation

explique que la Cour des comptes « donne 1000 fois raison à notre politique » (cf. article dans *Tout est à nous!* n°197).

Une concertation sur le statut est prévue à l'automne. Plus que jamais, la défense de l'enseignement public implique de rompre avec ce gouvernement.

Eric Aba

TURQUIE

Des violences policières aux émeutes

Le mouvement spontané qui a démarré à Istanbul a ensuite pris une dimension sans précédent dans l'histoire du pays et s'étend aux 67 villes du pays qui en comptent 85...

Tout a commencé quand un groupe de citoyens a décidé d'occuper pacifiquement le parc Gezi afin d'exprimer son opposition au réaménagement du parc, place de Taksim, en pleine centre d'Istanbul. Selon les déclarations du Premier ministre Erdogan, le parc Gezi doit être l'objet d'un projet de réaménagement comprenant la reconstruction comme centre commercial de luxe d'une ancienne caserne ottomane. Un projet dénoncé par de nombreux urbanistes, architectes et écologistes. Vendredi le 31 mai, le jour même où un tribunal administratif d'Istanbul a pris la décision de suspendre le projet de reconstruction de la caserne, la police a attaqué les occupants pacifiques du parc Gezi. L'agression de la police a suscité une réaction massive de la part des habitants, qui se sont solidarisés des occupants du parc, et après de violents affrontements, la police a dû libérer les lieux les 1^{er} et 2 juin. Les combats de rue se sont poursuivis jour et nuit dans plusieurs quartiers du centre d'Istanbul.

Au pouvoir depuis dix ans, le Parti de la justice et du développement (AKP) a pris un tournant autoritaire, suscitant des réactions dans la jeunesse et le rejet des politiques néolibérales. L'intervention de la police, qui a évacué brutalement les gens avec leurs enfants et incendié leurs tentes, a largement fourni l'étincelle pour déclencher l'explosion.

L'AKP subit donc une première défaite, et dans la rue en plus. Il venait juste d'ouvrir des négociations avec les Kurdes afin de trouver une solution pacifique à la question nationale et, jusque-là, sa politique n'était contestée que par des milieux de gauche militants mais peu influents.

Qui sont les manifestants ?

Malgré l'importance de la participation aux manifestations des milieux kémalistes laïques, la majorité des manifestants a été aussi bien des groupes de gauche que des gens de 20 à 30 ans qui ont pris place pour la première fois dans une lutte politique. Et c'étaient des jeunes femmes qui occupaient les premiers rangs pendant les

affrontements avec la police. Les habitants des quartiers pauvres à proximité du centre ont aussi participé. Même si cela restait limité, certains membres du parti d'extrême droite MHP ont aussi participé aux manifestations, mais la direction du parti leur a tout de suite donné l'ordre de quitter les rangs. Bref, un mélange de jeunes filles qui portaient le foulard, de « musulmans anticapitalistes », de fans de clubs de foot, de groupes LGBT, de kurdes, de kémalistes et surtout de tout ceux qui disaient contre Tayyip Erdogan « nous aussi nous sommes là, nous existons ». Les mots d'ordre importants étaient « Tayyip démissionne »,



Manifestation contre le gouvernement turc d'Erdogan à Ankara, le 3 juin 2013. REUTERS/UMIT BEKTAS

« au coude à coude contre le fascisme », « ce n'est qu'un début, la lutte continue », mais aucune revendication nette exprimée par la foule. Même si l'Initiative de Taksim a formulé la revendication de la démission du ministre de l'Intérieur, elle n'est pas encore très répandue dans la masse. Ce qui est le plus important, c'est le fait que, pour la première fois, des centaines de milliers de gens se sont rendus sur les places publiques sans qu'ils soient dirigés par un parti, un syndicat ou l'État, afin de s'opposer aux politiques du gouvernement. Même si les revendications sociales n'ont pas encore vu le jour, il est bien évident que c'est la mise en œuvre des politiques néolibérales et autoritaires qui provoque l'indignation des masses.

La revanche du 1^{er} Mai

Le 1^{er} Mai dernier, le gouvernement avait fermé la place de Taksim sous prétexte de travaux en cours, afin d'empêcher les manifestations et avait déployé des policiers partout. La ville avait été paralysée.

Il y a une « guerre des mémoires » entre la gauche et le gouvernement au sujet de la place de Taksim, connue comme « place du 1^{er} Mai. » Face à une gauche qui souhaiterait perpétuer la mémoire de 42 personnes tombées sur cette place le 1^{er} Mai de 1977, ainsi que les idéaux de la classe ouvrière, le gouvernement voudrait,

en reconstruisant la caserne d'artillerie, à la fois « revivifier l'histoire » et, en transformant la caserne en centre commercial, créer sa propre légitimité historique.

Les deux prochaines années auront lieu les élections municipales et législatives, ainsi que l'élection présidentielle. Selon de nombreux analystes, il est presque certain que Erdogan soit élu président. Erdogan voudrait réaliser un amendement constitutionnel qui lui permettrait de constituer un régime présidentiel à la Poutine... Cependant, ces derniers événements sont une défaite inattendue pour lui. Dorénavant, ce dont nous avons besoin, c'est de nouvelles expériences de masse.

D'Istanbul, Masis Kurkçugil

SUÈDE « Explosion » des inégalités

Les récentes émeutes à Stockholm ont peut-être été une surprise à l'étranger où la Suède est encore vue comme un paradis sur terre, un État-providence ou un modèle d'État social-démocrate. Mais ici en Suède et dans les autres pays nordiques, il est clair pour tout le monde que le modèle scandinave ou nordique n'existe plus depuis bien longtemps.

La Suède a commencé à changer dans les années quatre-vingt lorsque les premières privatisations, les mesures d'austérité et autres réformes néolibérales ont été mises en œuvre par des gouvernements sociaux-démocrates. Le rythme de ces contre-réformes néolibérales s'est accéléré dans les années quatre-vingt-dix. Le système de retraite a été partiellement privatisé et est maintenant totalement dépendant du marché boursier. Les coupes dans les dépenses publiques ont été suivies par des réductions d'impôts pour les entreprises et les riches. Les chemins de fer, ainsi que l'électricité, les télécoms, les entreprises publiques ont été déréglementés et privatisés, comme l'ont été en partie les écoles, le système de santé et les hôpitaux. L'impôt sur la fortune a été supprimé. L'impôt foncier, ainsi que celui sur les sociétés et sur les revenus du capital, a été abaissé. La baisse de

l'impôt sur le revenu a été financée par une réduction des prestations sociales, de l'allocation chômage et des prestations pour congé maladie. Le bilan de toutes ces réformes néolibérales a été la croissance des inégalités la plus rapide de tous les pays de l'Europe occidentale. Selon un rapport de l'OCDE, la Suède a dévissé de la première à la quatorzième place du classement des pays les plus égaux. Dans le même temps, le chômage a explosé. Actuellement, le taux de chômage est officiellement de 8%, un taux largement sous-estimé. Celui des jeunes est officiellement de 20% et à peu près de 30% dans la communauté somalienne. Les réformes néolibérales ont provoqué une pénurie majeure de logements. Dans la seule ville de Göteborg (la deuxième ville du pays), il manque près de 30000 logements. À Stockholm, la situation est pire

encore. Dans de nombreux quartiers, on vit à l'étroit et nombre d'enfants et d'adolescents passent une grande partie de leur temps dans les rues.

Émeutes du désespoir

Cette situation a conduit à des tensions sociales croissantes. Depuis 2008, il y a eu chaque année des émeutes dans les banlieues. Les pires émeutes à ce jour ont eu lieu en 2009, dans la banlieue de Göteborg, centre industriel de la Suède. Des émeutes qui ont duré d'août à novembre, et qui ont eu lieu, si ce n'est tous les jours, au moins chaque semaine. Différents groupes ont pris part à ces émeutes, allant de membres de gangs à quelques militants politiques qui sont descendus dans la rue. Les émeutes sont alimentées par les inégalités flagrantes et le désespoir. En ce sens, leurs racines sont politiques, même s'il ne s'agit pas d'actions politiques en tant que telles. Des émeutes

déclenchées par les violences et les bavures policières, comme c'est le cas pour les émeutes récentes dans la région de Stockholm suite au décès d'un retraité tué par la police et aux mensonges qui ont entouré les circonstances de cette mort.

Après quelques protestations pacifiques contre la police et des appels à une enquête indépendante sur cette mort, quelques pillages et incendies de voitures ont eu lieu un dimanche dans la banlieue de Husby au nord de Stockholm. Lorsque la police est intervenue, elle l'a fait avec beaucoup de violence et des comportements racistes. Les émeutes ont été la réponse immédiate des jeunes adultes et adolescents.

En l'espace d'une semaine, les émeutes se propageaient à toute la région de Stockholm et à certaines petites villes suédoises.

De Göteborg, Anders Svensson Traduction Raymond Adams

ITALIE Élections, désaffection...

Quelques mois après les élections législatives, de nouvelles élections ont eu lieu les 25 et 26 mai pour les municipalités, concernant plus de 7 millions d'électeurs. Les résultats confirment la tendance des électeurs à changer rapidement de comportement électoral, symptôme de la désaffection de la politique.

Cela illustre la fracture croissante avec les partis politiques, qui amène une grande partie de la population à changer de comportement électoral. Difficile donc à interpréter. L'abstention est en augmentation, une abstention très large qui a frappé en particulier le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo et le Peuple de la liberté de Berlusconi. Un pourcentage allant de 30 à 50% des électeurs « grillini », la fois précédente, est resté à la maison, et une bonne partie de ceux qui sont allés voter se sont dispersés dans des listes citoyennes locales.

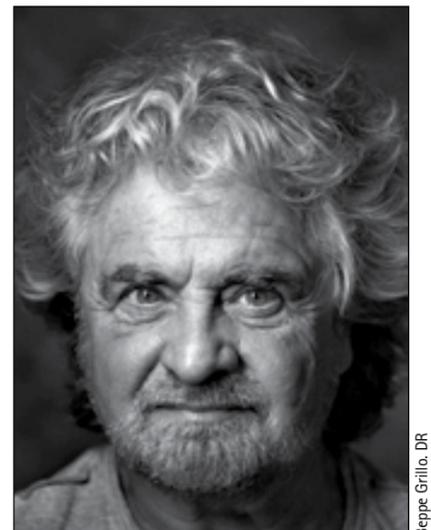
Effondrement

Le Parti démocrate (PD) de centre gauche a dit sa satisfaction quant à son résultat. Dans les capitales provinciales, le Parti démocrate a eu 384000 votes, 243000 de moins que lors des élections précédentes... Le PDL de Berlusconi 247000, soit 163000 de moins. Le pire est pour le M5S de Grillo, qui a chuté de 581000 à 165000 voix, ainsi que la Ligue du Nord.

Les multiples listes de gauche, indépendantes de la coalition rassemblée par le Parti démocrate, ont montré des résultats assez mitigés. Là où ont été construites des coalitions alternatives importantes (parfois avec l'appui de certaines listes citoyennes et d'extrême gauche, parfois aussi impliquant Sel - Gauche, écologie et liberté), les résultats sont assez encourageants. Toutefois, dans plusieurs endroits, les résultats sont très modestes, voire décevants, comme ce fut le cas à Rome.

Soulignons enfin que les résultats de cette élection sont marqués par la situation sociale médiocre. Une difficulté à trouver des débouchés politiques pour inverser un rapport de forces entre les classes dégradé, une situation qui dure sur fond d'absence de toute politique alternative.

De Rome, D.G.



Beppe Grillo, DR



Europe de la crise, troïka de l'austérité

RÉSISTANCE!

Samedi 1^{er} juin, plusieurs rassemblements ont eu lieu dans toute l'Europe contre l'austérité. On a en particulier manifesté en Allemagne, au Portugal et dans l'État espagnol. Il y a 15 ans jour pour jour, le 1^{er} juin 1998, était créé la Banque centrale européenne (BCE), une institution

symbole de la crise européenne et des politiques d'austérité imposées par les classes dirigeantes. En descendant dans la rue le 1^{er} juin, les manifestantEs ont voulu dire non à la terrible loi de la troïka – Union européenne, BCE et Fonds monétaire international. C'est aussi ce qu'exprimeront dans

quelques jours les participantEs à l'Alter sommet d'Athènes. Contre les élites européennes et les gouvernements qui, comme ici, orchestrent la régression sociale, la mobilisation doit continuer. L'objet de ce dossier est d'en donner quelques éclairages internationaux.

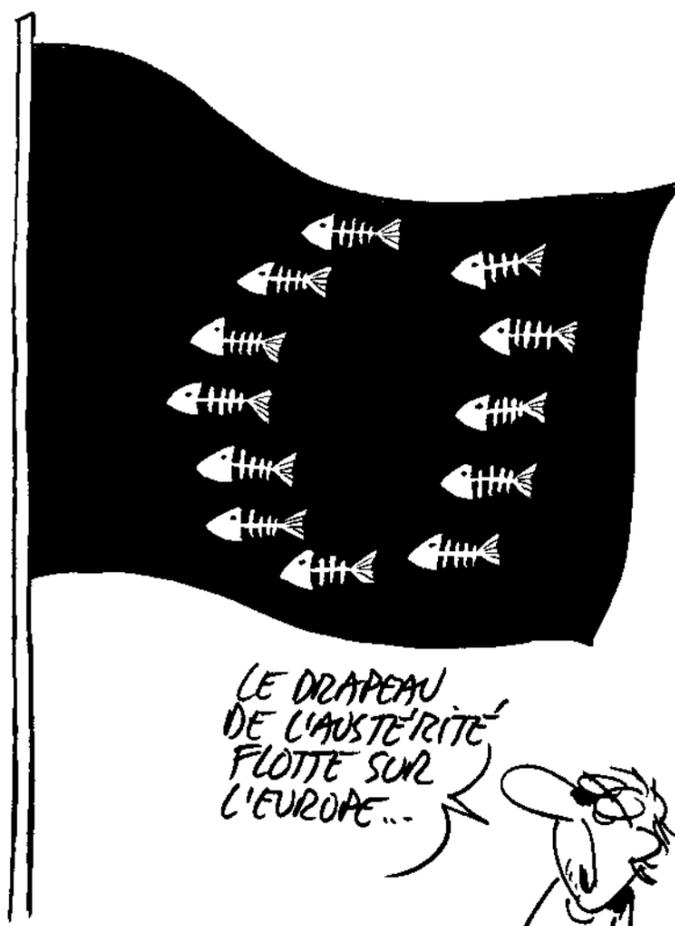


Une nouvelle phase de l'offensive anti-sociale

«Le modèle social européen est déjà mort» (Draghi, BCE). C'est bien au démantèlement méthodique de ce «modèle social», à la remise en cause d'un acquis après l'autre que nous assistons en Europe. La publication le 29 mai d'une liste de «chantiers» auxquels devrait s'attacher le gouvernement selon Bruxelles, doit attirer notre attention. Il ne s'agit en effet ni plus ni moins que de radicaliser encore l'offensive anti-sociale menée par Hollande et Ayrault.

Le «président normal» à Leipzig

Dans ce contexte, le discours que prononça François Hollande le 23 mai lors de la célébration du 150^e anniversaire de la social-démocratie prenait valeur de test. Il n'y a pas si longtemps, celui-ci se présentait encore comme «socialiste» plutôt que comme «social-démocrate». Or, Hollande s'est livré à Leipzig à un panégyrique de la politique de concassage social menée en Allemagne par Schröder et le SPD (les fameuses réformes Harz IV). L'enthousiasme était tel dans la salle que Schröder, Merkel et autres ont réservé une standing ovation à Hollande... Au point que la très mesurée



gauche du PS parle d'«un bras d'honneur à de nombreux socialistes» à propos de ce discours.

L'important est que Hollande indiquait ainsi son accord pour marcher dans les pas de Schröder-Merkel, pour rattraper le retard pris par les capitalistes français sur leurs homologues d'outre-Rhin sur ce terrain.

Les «chantiers prioritaires» de la Commission européenne

Le 29 Mai, Olli Rehn, le commissaire européen à l'Économie, a donc fait connaître ses exigences en matière de «réformes structurelles». En matière d'emploi, Bruxelles revendique une réforme rapide du système d'assurance chômage, un Harz IV à la française. «Les conditions d'admissibilité, la dégressivité des allocations dans le temps ou les taux de remplacement pour les salaires les plus élevés devraient être adaptés pour garantir l'adéquation des mesures d'incitation au travail», affirme Bruxelles, qui reprend évidemment à son compte la fable comme quoi les chômeurs seraient responsables de leur sort.

Pour la fiscalité, «une stratégie d'impôts à taux faibles reposant sur une assiette large» est préconisée. En clair, poursuivre la politique de transfert de la charge fiscale des riches vers les pauvres, aboutissant à vider de son contenu le mécanisme d'impôt sur le revenu. Il est aussi préconisé de renforcer le rôle de la TVA, impôt inégalitaire par excellence. Concernant les «services», il est recommandé d'accélérer la dérégulation (horaires d'ouvertures des magasins, etc.). En ce qui concerne le ferroviaire, il faudrait accélérer la marche à la privatisation du transport de passagers, etc.

La Commission n'oublie pas la politique de baisse du coût du travail. L'essentiel est d'arriver à une «évolution» du Smic «propice à la compétitivité», de poursuivre la politique de réduction du pouvoir d'achat. On notera que officiellement, le gouvernement n'a pas annoncé de nouvelles mesures visant à baisser le «coût» du travail – la recommandation vise à radicaliser encore la politique gouvernementale.

Enfin, il y a bien sûr les retraites, à propos de laquelle l'équipe d'Olli Rehn revendique plus «d'ambition», par exemple une réforme des régimes spéciaux ou une augmentation de l'âge légal de départ (non évoqué officiellement pour l'instant). Seul paramètre intouchable : les cotisations patronales...

Tragi-comédie à Paris

Face à de tels «conseils», Hollande ne pouvait que prendre une pose «d'opposant», ce qu'il fit à l'occasion de la publication du document. «La Commission européenne n'a pas à dicter ce que nous devons faire», déclara-t-il de son air le plus martial le 29 mai.

Mais on put mesurer dès le lendemain ce que valent ces propos – Merkel était à Paris pour préparer le futur sommet européen des 27-28 juin. Or à ce sommet, les recommandations de Rehn pourraient devenir une obligation dans le cadre de la «nouvelle gouvernance économique» en gestation. Cela n'a pas empêché Hollande d'afficher son accord avec Merkel. Une déclaration commune préalable au sommet a été publiée, ce qui n'avait pas eu lieu depuis le départ de Sarkozy. Chacun sait donc à quoi s'attendre!

Pascal Morsu

Grèce

Lutter contre le cynisme et la résignation

Les trois partis de la coalition gouvernementale de Samaras tentent de dire que les sacrifices du peuple grec ne sont pas vains : des progrès seraient visibles... En fait, même avec une longue-vue, on aurait du mal à percevoir la moindre embellie, y compris du point de vue de la logique capitaliste.

La Banque de Grèce prévoit elle-même une récession de 4,6% pour cette année, un chômage à plus de 28%. L'OCDE voit un recul constant de la consommation individuelle et des investissements. Pire, d'après Eurostat, 62,5% des moins de 25 ans sont chômeurs, le plus haut taux européen (26,5% en France), et bien des jeunes voient leur avenir dans l'émigration. Le rôle du gouvernement ? Réduire ou fermer les programmes sociaux, comme l'aide aux drogués (situation terrible avec le développement du sida) ou aux réfugiés mineurs, à privatiser à tout crin : le service national de l'eau, Eydap, est en passe d'être bradé, tout comme Trainose (trains). Ou alors il s'agit de vendre le patrimoine,

comme en Chalcidique, où l'État vend à une société canadienne les terres pour installer des mines d'or polluantes que refuse la population, autour de Skouries.

Vers une mobilisation nationale ?

La réalité quotidienne, ce sont les licenciements, la réduction des services publics, les baisses de salaire – ou même leur non-versement, avec chantage à l'emploi. En plus d'un an, 1 150 contrats d'entreprise, dérogeant aux accords nationaux, ont imposé au mieux le gel, le plus souvent des baisses de 10 à 40% du salaire. Dans le public, 10 000 non-titulaires et 5 000 titulaires de l'Éducation nationale risquent de se retrouver à disposition, en fait licenciés. Le budget à venir impose 5,1 milliards d'économie.

Le ministère du Travail, de l'assurance sociale et de la prévoyance, perd 1,9 milliard : autant dire la mort des programmes sociaux, comme l'ont dit des personnes handicapées cette semaine. On a l'impression que, face à ce désastre, il n'y a plus de mobilisations. De fait, les directions de la confédération GSEE et de la fédération du public Adedy ne font même plus semblant : pas de volonté de lancer une mobilisation nationale, refus de soutenir la grève des enseignants qui s'annonçait déterminante à la mi-mai. Pourtant, les luttes locales sont heureusement nombreuses. Elles ont lieu dans un contexte difficile, avec la répression, mais aussi la division entre travailleurs, comme chez Mevgal, grosse boîte laitière, alors que, dans la boîte concurrente, Fage, les travailleurs se mobilisent dans l'unité. Elles peuvent très vite avoir

une dynamique nationale, comme on l'attendait avec la grève des profs, trahie par la bureaucratie syndicale allant de la droite au Synapismos. Les mobilisations les plus importantes ne sont pas en ce moment au cœur des boîtes, mais dans la défense de l'environnement contre les mines d'or, avec une très grosse manifestation à Salonique cette semaine et un rassemblement de 10 000 personnes au village ; des initiatives antiracistes dans bien des endroits ; et l'auto-organisation dans la santé, avec la distribution militante de nourriture. Toutes ces luttes aident aussi à maintenir la confiance pour une lutte nationale qui peut très vite démarrer : le réseau de soutien qui se mettait en place pour soutenir les profs en a été la preuve. Quelle sera donc l'étincelle ?

D'Athènes, A. Sartzekis

Portugal

Lisbonne, le 25 avril 2013. DR



État espagnol

Après une suppression brutale des postes dans l'éducation et la santé, ce qui permet maintenant un transfert fabuleux de revenus du bas vers le haut est la casse du système de conventions collectives dans les entreprises, la mesure centrale de la dernière réforme du marché du travail par le gouvernement Rajoy. Cette réforme va être imposée ces prochains mois, en supprimant le principe « d'autoactivité », c'est-à-dire la continuité automatique de la convention antérieure si l'on n'arrive pas à un nouvel accord patronat-syndicats dans chaque branche d'activité. Dans plusieurs cas, cela va aboutir à des conditions salariales qui seront très proches du Smic espagnol pour beaucoup de salariéEs : pas plus de 645 euros par mois !

Malgré ce scénario, le gouvernement fait une surenchère verbale, prétendant avoir sauvé le pays du naufrage, quand, dans le même temps, la dette ne fait que monter en même temps que le chômage. Et cela malgré les coupes budgétaires sauvages subies et les coups de pression de l'Union européenne pour approfondir les mesures que l'on appelle ici « austericide », notamment une nouvelle augmentation de l'âge de retraite (déjà repoussé par le gouvernement Zapatero à 67 ans), une nouvelle réforme du marché du travail, une augmentation encore plus forte de la TVA (qui représente déjà plus de 50% de recettes de l'État), etc.

Un mouvement syndical absent

En réaction, la montée des résistances sociales est très importante, notamment contre la privatisation de la santé à Madrid, contre la très réactionnaire loi Wert sur l'éducation, etc. Mais, le

Crise sociale et alternative politique

Le rouleau compresseur de la troïka est en train de « tiermondiser » très rapidement la société espagnole. Les inégalités sociales ont explosé depuis le début de la crise et la casse des droits sociaux sera difficilement réversible vu l'affaiblissement du mouvement ouvrier dans son ensemble.

grand absent est, pour l'instant, le mouvement syndical, incapable de rompre avec les routines du pacte social et la gestion systématique de la défaite, et de dépasser la dispersion et le sectarisme. Il y a donc un vrai danger de démolition (avec plus de 6 millions de chômeurs et plus d'un million de familles sans aucun



Barcelone, le 1^{er} juin 2013. DR



revenu) et de montée des idées réactionnaires. Car, ce qui est indéniable, c'est la crise politique et institutionnelle majeure, à l'issue tout à fait incertaine. À commencer par le cas Barcenas, l'ancien trésorier du PPP (droite), un procès qui met en lumière les commissions illégales, une pratique qui dure depuis deux décennies, la plus scandaleuse depuis la « Tangentopolis » italienne qui avait fait éclater la Démocratie chrétienne et la Première République. Mais la corruption touche aussi la monarchie, dont le rôle bonapartiste depuis la mort de Franco est en train

de s'épuiser, un partie du pouvoir judiciaire (toujours truffé d'anciens franquistes), etc. Dans ce cadre, il y a une vraie recherche d'alternatives politiques par les mouvements de masse (les marées blanches pour la santé, vertes pour l'éducation, rouges pour la culture, pour le logement, etc.) et de la jeunesse « indignée », et l'ouverture d'un débat stratégique pluraliste et large dans lequel Izquierda Anticapitalista est tout à fait investie, avec un rôle et une influence politique qui dépasse largement sa force organisée actuelle.

De Barcelone, Andreu Coll

Alter sommet à Athènes

Solidarité avec le peuple grec contre la troïka

Les 8 et 9 juin aura lieu à Athènes le premier Alter sommet : une réunion européenne de solidarité avec le peuple grec et contre la troïka mise en route par plus de 150 collectifs provenant de 20 pays européens. Un événement organisé conjointement avec les mouvements sociaux grecs.

Seront présents des syndicats comme Verdi en Allemagne, GSEE et Adedy de la Grèce, CGT, FSU et Solidaires de France, CSC et FGTB de Belgique, etc. Des réseaux comme Attac Europe, le CADTM, le réseau européen de la Marche mondiale des femmes, etc. Des initiatives comme *Que se lire a troïka* du Portugal, *Blockupy* d'Allemagne, *Coalition of Resistance* du Royaume-Uni, etc. Athènes devrait donc être la première étape pour la convergence européenne des mouvements qui s'opposent aux politiques antisociales et anti-écologiques imposées par les gouvernements, les institutions européennes, ainsi qu'un moment important pour exprimer sa solidarité avec le peuple grec. Lors de cet Alter sommet, les organisations membres de l'initiative vont rendre publique un Manifeste (le contre-memorandum) élaboré entre les promoteurs de l'initiative au cours de ces derniers mois. Compte tenu de la diversité et de l'hétérogénéité de leurs composantes, il n'a pas été facile de s'accorder, tant sur le contenu politique du Manifeste que sur la définition de l'événement.

Du Manifeste à la manifestation

Cet Alter sommet d'Athènes aura 3 moments clés : La présentation du Manifeste avec des interventions qui éclaireront la portée du projet et le désir de progresser dans l'accumulation et le regroupement des forces européennes pour renverser la situation actuelle. Il y aura aussi des interventions de personnalités politiques qui soutiennent le Manifeste et l'initiative (comme Tsipras de la coalition Syriza)

15 assemblées thématiques se dérouleront pour donner la voix aux luttes contre les politiques d'austérité dans les différents domaines (logement, santé, dette, etc.), avec la participation d'activistes du mouvement luttant contre les expulsions, contre la privatisation des soins de santé et les services publics, etc. Contrairement aux forums sociaux européens, l'objectif de ces réunions n'est pas tant de conclure avec des manifestes ou une longue liste de rendez-vous de mobilisation, mais de progresser dans les discussions stratégiques pour avancer dans la construction d'une réponse d'ensemble du mouvement.

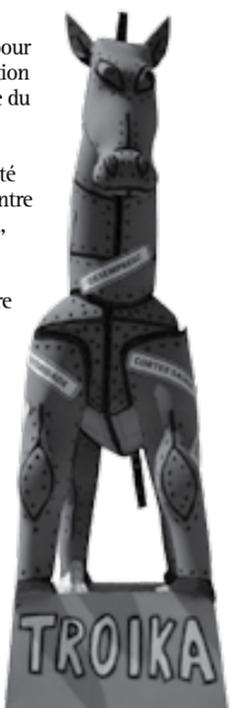
Enfin, une grande manifestation en solidarité avec le peuple grec et contre les politiques de la troïka, aura lieu.

Pour terminer, il y aura le dimanche une rencontre finale entre organisations membres de l'Alter sommet pour décider des suites à donner à cette mobilisation.

Au-delà de ces activités, l'événement sera un moment important de rencontre entre mouvements et militants européens, et collectifs grecs.

Josu Egireun

<http://www.altersummit.eu/?lang=fr>



PAYS BASQUE Une grève difficile mais nécessaire

Le jeudi 30 mai a eu lieu au Pays basque une journée de grève appelée par les syndicats basques ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS, EHNE, HIRU, CGT-LKN et plus de cinquante groupes sociaux.

Elle visait deux objectifs. En premier lieu, dire *Ya basta!* aux politiques mises en œuvre depuis le début de la crise par le gouvernement d'Espagne et les gouvernements de la Communauté autonome du Pays basque et de la Navarre. Il s'agissait aussi d'amorcer un processus d'*accumulation de forces, de luttes pour construire une alternative au Pays basque* à partir d'une charte des droits sociaux pour le Pays basque.

Mobilisation inégale

D'après les données fournies par les syndicats, la grève a été suivie par 59,88% des 516 entreprises industrielles de plus de 50 travailleurs de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, et 70% de grévistes dans 211 autres entreprises. Mais, sauf dans le secteur de l'éducation, elle n'a pas percé au-delà des équipes militantes. En particulier, les salariés de grandes entreprises comme Michelin et Mercedes n'ont pas suivi l'appel, et ceux des coopératives de Mondragon (Fagor, Eroski, etc.), qui habituellement marquent le thermomètre de la réussite ou non des grèves générales dans le Pays basque, n'ont pas rejoint le mouvement. À cela s'ajoute la faiblesse des piquets de grève, et à quelques exceptions près, la grève n'a pas eu de visibilité et, contrairement à d'habitude, n'a pas perturbé la vie quotidienne des villes et villages.

Les manifestations étaient également plus faibles : 85000 contre 110000 le 26 septembre (jour de la dernière journée de grève appelée par les mêmes organisations).

Il y avait néanmoins un niveau de mobilisation loin d'être négligeable en ces temps difficiles. Cette grève générale a servi à montrer la volonté d'un large spectre politique, syndical et social, majoritaire dans le Pays basque, de construire la lutte et la mobilisation dans une période où le pire n'est pas le chômage et la crise, mais surtout l'absence de réaction sociale et syndicale qui s'est installée dans le paysage politique. L'importance de cette initiative est que, malgré toutes les difficultés, la mobilisation a permis d'exprimer le rejet des politiques actuelles.

Josu Egireun

EUROPE USA Vers un grand marché transatlantique ?

Le 14 juin, la Commission européenne demandera au Parlement un mandat pour négocier un accord de libre-échange avec les USA. La question sera aussi soumise au prochain Conseil européen pour un engagement des États membres.

L'idée de « grand marché transatlantique », qui est dans les cartons depuis 1990, en est sorti en 2012 avec la constitution d'un « Groupe de haut niveau » piloté par le commissaire européen au Commerce et son confrère américain. Un projet en est sorti, baptisé « Accord de partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement » par Obama, Barroso et Van Rompuy le 13 février 2013. Un mois plus tard, la Commission européenne lançait la procédure, pour une mise en œuvre début 2015...

La raison de cette accélération se trouve dans la crise, qui enfonce l'Europe dans la récession et freine la reprise aux USA. Le projet part du constat que les échanges UE-USA constituent la moitié des échanges internationaux et s'équilibrent à peu près, alors que les deux marchés sont soumis à la concurrence des marchandises venues des pays émergents. L'idée est de créer une barrière aux importations sur les frontières de la zone UE-USA pour favoriser le développement des échanges intérieurs.

Montée du protectionnisme

Comme les droits de douane sont déjà très bas, cela passera surtout par des aspects « réglementaires ». USA et UE utilisent déjà ce type de règles (sanitaires, de respect de l'environnement, voire de conditions dans lesquelles sont fabriquées les marchandises) pour protéger leur économie. Il s'agit de les harmoniser au sein de la zone pour « fluidifier » les échanges internes, tout en faisant en sorte qu'elles fassent barrage aux marchandises venues de l'extérieur...

Ce « protectionnisme par la norme » permettrait, selon la commission européenne, d'augmenter de 28% (187 milliards d'euros) les exportations de l'UE vers les USA. Cela se traduirait par « 547 euros d'augmentation de revenu par an pour une famille de 4 personnes » et entraînerait, bien sûr, une reprise de l'emploi... Mais on sait ce que valent ces prévisions de « spécialistes ». Et il est probable qu'un tel accord poussera à un alignement par le bas de diverses législations (normes de qualité, sociales, « exception culturelle »...). De plus, comme toutes les politiques protectionnistes



PHOTO THÉO ROUGE / M10

même masquées, ce traité ne peut qu'exacerber les contradictions aussi bien économiques que politiques, aggraver la crise.

Divers militants antilibéraux ainsi que le Parti de gauche viennent de lancer l'offensive contre ce traité. Mais ils le font au nom du respect du souverainisme européen cette fois, qui serait menacé par la mainmise des États-Unis : « Nous ne voulons pas d'une Europe américaine », écrit même le PG. Le problème est que sur ce terrain glissant, beaucoup, y compris Marine Le Pen, se sont

engouffrés. En quoi la défense de la souveraineté de l'Europe des banquiers face aux États-Unis peut-elle constituer une perspective politique pour les travailleurs et les peuples ? La lutte contre les ravages du libre-échange ne sera efficace que si elle se situe du point de vue des travailleurs et des peuples, du point de vue d'une autre Europe qui agisse pour briser le cercle vicieux du libéralisme qui détruit les acquis sociaux et démocratiques en mettant les peuples en concurrence.

Daniel Minvielle

ROMS Pas d'expulsion sans relogement

Le samedi 25 mai, une manifestation régionale a eu lieu à Paris, rassemblant des familles Roms de toute l'Île-de-France et plus de cinquante collectifs de soutiens, associations et organisations politiques.

Une demande de rendez-vous a été faite par l'ensemble des signataires auprès de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, Cécile Duflot, ministre du Logement, Alain Régnier, délégué interministériel et Jean Daubigny, préfet de région. Le but était de demander l'arrêt des expulsions, un changement de politique à l'égard des habitants des bidonvilles et pour mettre en place des solutions à l'échelle régionale, en concertation avec les familles et les soutiens.

Un gouvernement sourd

Force est de constater que les revendications exprimées lors de cette manifestation n'ont pas été entendues. Plusieurs expulsions ont eu lieu depuis : deux à Saint-Denis et une

à Lyon. Des expulsions sont aussi programmées au Havre, dans le Nord, dans le Var et dans de nombreuses autres villes en Île-de-France. À chaque fois, les familles sont jetées à la rue, sans solution. La politique menée par Valls dans le cadre du

gouvernement Ayrault est pire pour les familles Roms que celle menée par Sarkozy !

Les expulsions se multiplient... Pourtant, en théorie, une circulaire du 26 août 2012 prévoit qu'en cas d'évacuation, l'État doit effectuer un diagnostic social préalable et chercher des solutions pour l'ensemble des familles (relogement, scolarisation, santé, emploi, formation...). Mais à ce jour, cette circulaire et les pseudos « diagnostics sociaux » réalisés servent uniquement d'alibi pour procéder aux expulsions. La seule solution proposée aux habitants, une fois que le bulldozer a réduit en bouillie leurs cabanes et leurs biens, est pour quelques-uns d'entre eux (uniquement ceux qui ont des enfants en bas âge ou de graves problèmes de santé) quelques nuits d'hébergement en hôtel, souvent très loin de leur lieu de vie de départ. La seule solution possible est de construire un mouvement d'ampleur, pour obliger le gouvernement à respecter ses engagements !

Laure Denis



PHOTO THÉO ROUGE / M10

courrier des lecteurs

Le Grand Paris, un « grand projet inutile » ?

Dans le journal n°194 du 9 mai, la Commission écologie écrit « Notre-Dame-des-Landes est le symbole de tous les grands projets inutiles (Grand Paris, ligne TGV Lyon-Turin ou au Pays basque, EPR...) ».

Le nuisible « Grand 8 » de Sarkozy avait pour but de permettre aux businessmen

d'aller plus commodément de La Défense à Roissy ou Saclay et de bétonner les alentours des nouvelles gares. « Arc Express », le projet concurrent du Conseil Régional (PS), était un peu moins inutile mais très insuffisant. Les débats publics de 2010-2011 ont permis à des dizaines de milliers d'habitants, d'associatifs, de syndicalistes et d'élus de participer à des dizaines de réunions locales ou

thématiques. Leurs exigences ont obligé le gouvernement et la région à tout reprendre.

Le « Grand Paris Express » comportera finalement des rocades et de nouvelles radiales ferroviaires mieux maillées et desservant les bassins d'emploi et d'habitation. Ce n'est hélas que dans 10 ou 15 ans qu'en bénéficieront les centaines de milliers de banlieusards qui n'ont ni RER, ni métro, ni train de

banlieue et qui chaque jour polluent l'atmosphère, produisent des gaz à effet de serre et, de temps à autre, ont des accidents de la circulation. Son intérêt social et environnemental crève les yeux. Certes, la « Société du Grand Paris » doit aménager les alentours des nouvelles gares dans un esprit très capitaliste, mais ce n'est pas un « projet » comme NDDL, c'est une institution qu'il faut combattre comme la « Métropole » regroupant Paris

et une vingtaine d'agglomérations que Hollande nous mijote au détriment des structures élues.

Si certains regrettent de n'avoir pu empêcher les débats publics (qui sont, c'est vrai, souvent des débats bidons, mais pas plus que les élections...), moi, je ne regrette ni l'odieuse « Grand 8 », ni le minable « Arc Express », ni le catastrophique statu quo.

J.C. (Comité Nanterre-Ville du NPA)

Vous pouvez nous écrire par mail : redaction@npa2009.org ou par voie postale : Tout est à nous !, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

BOSCH RODEZ (12)

Président du chantage patronal

Hollande est allé à l'usine Bosch de Rodez le mercredi 29 mai. Bosch est l'un des principaux groupes mondiaux d'équipement automobile et l'usine de Rodez a notamment été affectée par l'arrêt des commandes de Volkswagen.

Sud y est majoritaire et après deux jours de grève cet hiver, un accord avait été signé entre la direction et les syndicats Sud, CGT, CFDT et CGC. Quelle aubaine pour Hollande, lui le promoteur de l'Accord national interprofessionnel (ANI).

L'accord signé dans l'usine est le résultat d'un chantage. Suppression de 112 emplois grâce à des mesures d'âge, de limitation de l'augmentation des salaires et de compteur temps personnalisé pour ajuster le volume de production aux commandes. Le responsable de Sud déclarait au moment de la signature : « il ne faut pas se voiler la face, c'est un accord de flexibilité. C'était ça ou perdre une fabrication, voire fermer l'usine »...

L'accord ? Pas d'accord !

Même si le contenu de l'accord est moins pire que chez Renault ou avec l'ANI, cet accord de renoncement dans une usine aux traditions combattives est bien la preuve qu'une action isolée à une seule entreprise ne permet pas de résister face au

LA DOUBLE PEINE POUR LES SALARIÉS



patronat. À un Hollande enfermant les salariés dans la soumission à de tels chantages, « Non Monsieur Hollande, cet accord n'est pas une fierté pour l'usine de Rodez! » a écrit Sud la veille de la visite.

Les leçons de Dijon, en particulier des interpellations publiques subies par Hollande à cette occasion, ont été tirées par le gouvernement : arrivée en hélicoptère pour éviter tout contact imprévu, réunion cadrée avec ministres et délégations choisies, contrôle des ouvriers aux portiques type aéroports mis en place pour l'occasion...

Il fallait de belles images : toute pollution visuelle devait être bannie... dixit les flics déguisés en ouvriers chargés de faire le ménage à l'entrée de l'usine. Les militants Sud de l'usine ont vu leurs voitures fouillées, banderoles, porte-voix et affiches confisquées. De même pour un militant du NPA. C'est ainsi que les images d'un Hollande affublé d'une blouse « Bosch » sont préparées pour les journaux télévisés.

Correspondant Aveyron

GOODYEAR La résistance continue



Lundi 4 juin, les salariéEs de Goodyear se sont rappelés au souvenir de tous ceux qui espéraient la bataille terminée. C'est le cas de Montebourg pour qui « s'il n'y a pas de repreneur et qu'on est devant un plan social, il vaut mieux se préparer dès maintenant au reclassement des salariés ».

Le plus efficace est encore la grève et le blocage de la zone industrielle d'Amiens-Nord engagés dès 4 heures du matin. Mais comme ils nous ont habitués à le faire, c'est aussi sur le terrain juridique que la bataille se mène. Ainsi ce même lundi, le tribunal de grande instance de Nanterre était saisi en référé par la CGT pour faire annuler la procédure de plan de sauvegarde de l'emploi tendant à entériner 1 173 suppressions d'emploi.

Justice rendue ?

Le tribunal a commencé par rejeter la demande de la CGT d'inclure dans le processus de consultation le groupe Titan, qui est pourtant un acteur essentiel dans la fermeture du site d'Amiens. Après le rejet de cette demande, la CGT Goodyear a mis en évidence les insuffisances et le manque de loyauté des éléments fournis dans le cadre de la consultation des instances représentatives du personnel : dans les stocks, présence de pneus Goodyear « made by Titan » ; écarts étonnants dans les chiffres d'affaires déclarés ; écart de 130 000 pneus entre la production et les ventes de Goodyear... Autant d'interrogations auxquelles l'avocat de Goodyear prétend avoir déjà répondu, un avocat de la direction qui s'acharne avec arrogance contre la CGT et les salariéEs, mais ne supporte pas que le patron-licencier Dumortier soit rebaptisé « Dubéton », pour illustrer son inflexibilité dans sa mission de liquidateur d'emplois.

Le tribunal rendra sa décision le 20 juin, c'est-à-dire le jour même de l'ouverture du « Sommet social » ! Peu probable que ce jour-là, Montebourg se souvienne de ses promesses, lancées sur le parking de l'usine le 21 septembre 2011 : une « loi qui permette d'aller demander des comptes à la maison-mère qui met en faillite les filiales » et l'interdiction de licencier « pour les entreprises qui font des profits et versent des dividendes aux actionnaires ».

Robert Pelletier

ARCELORMITTAL

Toujours le capital contre le travail

Comme toutes les entreprises du CAC 40, ArcelorMittal se porte très bien. Le premier trimestre a généré un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars et, que les actionnaires se rassurent, les prévisions sont à la hausse !

Mittal, 6^e fortune mondiale, participe pleinement à l'économie capitaliste qui permet le transfert des richesses depuis notre classe à celle de la bourgeoisie. En France, les hauts-fourneaux de Florange ont été coupés en alimentation gaz et ne pourront plus redémarrer. Dans le même temps, les discussions ont débuté pour le sort des 629 salariés des hauts-fourneaux. Mittal a profité de sa soi-disant convocation par les députés pour transformer cette invitation en tribune et dénoncer le coût du travail, notamment le prix de l'énergie !

À Liège, le gouvernement wallon fait le même coup qu'en France récemment et laisse croire à un possible repreneur intéressé. ArcelorMittal est même allé jusqu'à demander une étude pour raser les hauts-fourneaux et ainsi empêcher toute reprise. Et comme en France, le gouvernement belge s'aplatira devant Mittal. Au Luxembourg, même stratégie, réduction des capacités de production et attaques des acquis sociaux.

En Algérie, le gouvernement avait privatisé le complexe sidérurgique d'El-Hadjar, à Annaba, au profit de Mittal. En 2012, après que Mittal a saigné l'outil de travail sans investir, ce gouvernement a subventionné le groupe privé à hauteur de 140 millions d'euros pour sauver le site, en vain. En février 2013, il a renationalisé le site en versant 200 millions de dollars

à Mittal, engraisant un trust capitaliste avec de l'argent public.

Mêmes attaques, mêmes intérêts

La stratégie de la multinationale est claire : réduire l'offre d'acier en tant que leader mondial, afin de faire monter les prix de vente. Dans un rayon de 200 km, entre Liège, Florange et Luxembourg, plus de 7 000 travailleurs subissent les mêmes attaques de la même direction. Face à ces attaques de la classe possédante, une stratégie de lutte allant au-delà des sites et des frontières est indispensable.

Le combat des salariéEs d'ArcelorMittal doit également rejoindre celui des autres entreprises en lutte. Pour cette convergence des luttes, ce seront les travailleurs eux-mêmes qui créeront les liens nécessaires à l'union des luttes en cours. Les directions syndicales nationales n'ont jamais défendu cette stratégie, préférant défendre leurs intérêts dans les institutions, se sentir considérés comme « partenaire social » par le Medef. La grève générale reste un objectif à construire comme première étape d'un renversement du rapport de forces.

Pour Florange et les autres, continuons à porter nos revendications : expropriation des moyens de production, sans rachat ni indemnité, mise sous contrôle des travailleurs, convergence des luttes et internationalisme.

Cédric (NPA Lorraine Nord)

IBM

"Serial-destructeur" d'emplois depuis vingt ans

Le mercredi 24 avril 2013, l'annonce en Comité central d'entreprise d'un plan social de 1 400 suppressions d'emplois à IBM France n'est pas vraiment une surprise.

IBM France, c'est vingt ans de destruction d'emplois. En 1992, il y avait 24 000 emplois IBM propres et 8 500 pour les sociétés rachetées et « digérées ». À ce jour, il en reste 8 800, soit en vingt ans seulement 27% maintenus ! Sur les 73% supprimés, 69% sont définitivement détruits et 4% maintenus dans d'autres sociétés. Il n'y a pas eu de plan social à IBM France. Depuis 2005, les suppressions d'emploi sont continues... mais le plus souvent hors de la légalité. Ainsi, fin 2009, la Direction départementale du travail et de l'emploi a bloqué les ruptures conventionnelles massivement pratiquées par IBM France. En 2012, c'est l'avalanche de vrais/faux licenciements pour faute grave, au préjudice des Assedic. Les pressions à la démission, le harcèlement pour pousser au départ après burn-out sont le lot quotidien des salariéEs d'IBM France, victimes de la « gestion » des « ressources humaines » par le stress. Et à ce jour, plusieurs suicides font l'objet d'enquêtes CHSCT.

Ni une nouveauté ni une surprise

Les 700 emplois à supprimer chaque année en 2013 et 2014 figurent en clair dans le plan Gestion prévisionnelle de l'emploi et des carrières. PSE ou non, c'est la seule inconnue qui reste...

Tout est clairement sous-entendu dans la « Roadmap 2015 » d'IBM. Un objectif : passer, en 5 années, le bénéfice par action de 11 \$ US à 20 \$ US. Une stratégie : se concentrer sur les pays émergents, en y concentrant les forces de travail (salaires faibles, mais fortes compétences), et en se spécialisant sur les secteurs à retour sur investissement massif et rapide. Il y a 20 ans, IBM était une entreprise intégrée, couvrant tous les domaines de l'informatique : composants électroniques, machines, logiciels, services. Elle a abandonné des secteurs rentables pour se concentrer sur les seuls services, et se transforme maintenant en « machine à cash ».

Ce plan de destruction massive n'est absolument pas justifié, vu les bénéfices réalisés ces dernières années. Il faut donc se préparer à lutter contre la destruction de l'emploi et de l'outil de travail, même si certainEs salariéEs y voient une opportunité pour quitter IBM.

Christian Agon



Les comités en action!

Montpellier (34) **Les 6 heures anticapitalistes du NPA34.** Samedi 1^{er} juin, les 6 heures, auxquelles 150 personnes ont participé, ont permis que se retrouvent ceux que nous côtoyons dans nos combats. Des ateliers ont regroupé de 30 à 40 participants : des syndicalistes ou non-syndiqués engagés dans les luttes (Sanofi, chercheurs précaires, Haribo Uzès...), des défenseurs de la gestion par régie publique de l'eau, de la cause animale, des monnaies locales, de la sortie du nucléaire, du refus des gaz de schiste, de la biodiversité, des éco-hameaux, etc. Différents collectifs (BDS, collectif de parents contre les fermetures de classes, collectif antifasciste, Libre-Pensée, La Brèche, etc.) étaient présents, ainsi que nos amis et camarades Jean-Marc Rouillan, Karak et Tristan Cabral qui ont dédié leur œuvres.



Après avoir défilé à la Marche des fiertés, Philippe Poutou a participé au meeting-débat du soir. L'occasion d'un échange fructueux, parfois vif, avec la centaine de présents. En particulier, avec des représentants du Parti de gauche, venus affirmer leur volonté de travailler dans l'unité avec le NPA : quelle contribution à la convergence des luttes ? Quelle contribution, hors manœuvres électoralistes (municipales à venir), à la construction d'une opposition de gauche au gouvernement ? Le NPA est prêt à approfondir la réflexion et est aussi disponible pour engager des discussions unitaires avec toutes les forces se situant à la gauche du PS prêtes à travailler réellement à bâtir une alternative au capitalisme.

Alençon (61) **BDS en procès.** Lundi 27 mai, Michel Warschawski est venu soutenir les 7 militantEs inculpéEs (dont 2 du NPA) pour boycott de produits israéliens dans le cadre du collectif BDS. La salle était pleine : 120 personnes venues en solidarité avec le peuple palestinien et les 7 militants.

Michel a brossé le tableau de la situation dramatique que vit la population dans les territoires palestiniens, puis il a donné de nombreux éléments d'analyse sur la société israélienne, des liens entre le régime sioniste et les USA, de la situation politique de la région et du droit au retour des réfugiés palestiniens. Puis il a rappelé l'importance de la campagne internationale « Boycott – désinvestissement – sanctions ».

Rendez-vous a été pris le 27 juin devant le tribunal où les militants seront jugés pour provocation « à la discrimination et à la haine raciale », suite à la plainte de 4 officines sionistes. Alain Krivine sera un des témoins de la défense. C'est la circulaire du ministre de la Justice de Sarkozy, Alliot-Marie, qui enjoint au Parquet de poursuivre les auteurs des actions BDS et qu'à ce jour, nous assistons à un silence assourdissant de Taubira.

Tarbes (65) **300 personnes au meeting unitaire.** Coorganisé par Attac, le Front de gauche et le NPA, le meeting qui s'est tenu jeudi 30 mai dans une Bourse du travail pleine à craquer a aussi donné la parole aux organisations syndicales. Solidaires commença la soirée en présentant une analyse de l'ANI : « l'expression d'un projet de société, une société sans véritable droit pour les salariés et les pleins pouvoirs pour les actionnaires ». L'UD CGT dénonça l'austérité salariale. Enfin la FSU démontra la nocivité du projet de destruction du système de retraites qui doit être « négocié » lors du « sommet social ». Une camarade d'Attac 65 présenta la campagne en cours contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Pour la NPA, Philippe Poutou anima la salle avec son style populaire et humoristique. Ses affirmations sur l'opposition de gauche ont soulevé à la fois l'enthousiasme de la salle et des interpellations bruyantes : « rejoignez le Front de gauche », « unité, unité... ». Martine Billard, pour le PG, expliqua qu'il fallait se mobiliser pour exiger une nouvelle politique (de Hollande). Enfin, Francis Wurtz du PCF expliqua que Hollande aurait pu, s'il avait voulu, avoir une attitude politique différente face à la Commission européenne et à la BCE... Citant Juncker (ex-dirigeant européen) « nous sommes en 1913 »...

Philippe a pu intervenir devant un milieu inhabituel pour nous et de nouveaux liens se sont tissés. À suivre.

Un an après l'arrivée de François Hollande au pouvoir, c'est peu dire que ce gouvernement ne met pas en œuvre « le changement » annoncé pendant la campagne présidentielle. Se situant dans la continuité des politiques économiques et sociales de Sarkozy, le gouvernement Ayrault met en œuvre l'austérité, main dans la main avec le Medef. De reniements en renoncements, les reculs du pouvoir réarment la droite et l'extrême droite qui, à l'occasion du débat sur le mariage pour tous, sont descendus massivement dans la rue. Sur fond de discrédit politique avec la multiplication actuelle des affaires de gauche et de droite, il devient donc urgent que les anticapitalistes reprennent l'offensive et redonnent des couleurs à la situation, nos couleurs !

Demandez le programme!

Cette année, le journaliste sera particulièrement à l'honneur. La journaliste et écrivain Florence Aubenas sera parmi nous pour discuter de l'engagement social qui marque son activité professionnelle. Otage en Irak en 2005, ex-présidente de l'Observatoire international des prisons (OIP) de 2009 à 2012, grand reporter en Syrie en 2012... les échanges promettent d'être riches.

En présence de Fabrice Arfi, journaliste de *Mediapart*, nous reviendrons sur les affaires,



et plus particulièrement sur Cahuzac, ce qu'elles révèlent du fonctionnement plus ou moins ordinaire de ce système...

Les grandes échéances de l'année écoulée, les terrains sur lesquels nous nous sommes mobilisés ces derniers mois, irrigueront le programme.

En campagne

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ C'est parti!

Du dimanche 25 au mercredi 28 août inclus aura lieu à Port-Leucate la 5^e Université d'été du NPA. L'occasion de préparer la rentrée sociale et une année d'échéances dans la rue et dans les urnes.

La lutte pour la défense de l'emploi, contre les licenciements, contre les « grands projets inutiles » tel Notre-Dame-des-Landes, pour l'égalité des droits... seront bien évidemment abordés par les commissions nationales du NPA, en compagnie quelquefois d'invitéEs.

Avec nos intervenantEs et des militantEs anticapitalistes internationaux, nous reviendrons notamment sur l'expérience chilienne (40 ans après 1973) et prendrons la mesure de la situation sociale et politique dans le « monde arabe », de la Tunisie à la Syrie.

Enfin, nos fructueuses collaborations continuent : la Société Louise-Michel sera présente pour la cinquième année, accompagnée cette fois-ci de membres de *Contretemps* (revue et site). *Agone*, maison d'édition et revue politique, sera aussi à notre université d'été avec un de ses auteurs.

Et puis, comme chaque année, il y a tout le reste sur lequel nous reviendrons dans de prochains articles, notamment Karl Marx qui fera son grand « retour » dans une pièce de théâtre de Howard Zinn... En attendant, il est temps de mettre une croix dans son agenda... et de s'inscrire bien sûr.

La commission Université d'été

Pour plus de précisions, retrouvez la plaquette d'inscription sur le site du NPA npa2009.org ou écrivez nous à universite.ete@npa2009.org

À lire du côté de nos amis...



Contretemps est un site internet et une revue papier. Le numéro 17 (Quelle(s) gauche(s) en 2013, Dossier école) vient de sortir. Abonnez-vous à la revue pour un an en envoyant un chèque de 40 euros à l'ordre de La discordance des temps, 88 rue de Bagnolet 75020 Paris. Plus d'informations : www.contretemps.eu



L'association RaDAR (Rassembler, diffuser les archives de révolutionnaires) a pour but de préserver les archives des mouvements communistes d'opposition au stalinisme. Elle édite une revue, *le Drapeau rouge*, qui republie des textes du mouvement ouvrier ou publie des textes originaux sur l'histoire des révolutions, des grèves et de la lutte des classes. Le numéro 3 vient de paraître. Commandez le Drapeau rouge 10 euros + 2 euros de frais de port, par chèque à l'ordre de RaDAR (RaDAR BP8, 93100 Montreuil) ou par Paypal (mail : radar@numericable.fr). Plus d'informations : www.association-radar.org

Cergy (95) En réunion publique avec Besancenot.

Une bonne cinquantaine de personnes ont participé à la réunion-débat du vendredi 31 mai. La parole a d'abord été donnée aux représentants du collectif de voyageurs « J'y suis, j'y reste », soutenu par le NPA, qui se mobilise contre la fermeture estivale des aires d'accueil de Cergy-Pontoise. Un camarade postier gréviste a ensuite fait un point sur les restructurations actuelles à la poste. Olivier est alors intervenu : après avoir montré que la crise n'était liée qu'à la confiscation des richesses par une ultra minorité au détriment de l'ensemble des travailleurs et de la population, il a développé sur l'urgence de reprendre nos affaires en main et la nécessité de refonder une véritable démocratie, en déprofessionnalisant la politique. A suivi un échange d'une heure avec le public, au cours duquel ont été abordées les questions de fiscalité, d'éducation, ou du vote « utile » pour la gauche traditionnelle. Après une dernière intervention d'un camarade sur la résistance écologiste autour de NDDL, le débat s'est conclu sur la nécessité d'une nouvelle forme d'engagement politique/citoyen. Les discussions se sont poursuivies

autour d'un pot convivial et une vingtaine de personnes ont laissé leur contact. Une telle soirée a revigoré les militantEs : on ne lâche rien !

Pau (64) Réunion publique sur la transition énergétique.

François Favre, de la Commission nationale écologie du NPA, est venu présenter à Pau, le vendredi 31 mai, notre politique contre le capitalisme vert, pour une transition énergétique. Aux dangers du réchauffement climatique et des émissions de CO2, à l'épuisement des ressources naturelles, sont opposées de fausses solutions, comme les gaz de schiste. Ce mode de production et de consommation conduira à de nouvelles catastrophes : la recherche du profit se fait au détriment du vivant et des besoins essentiels. Face au caractère destructeur du capitalisme, l'écologie n'est pas une petite question. Les peuples prennent conscience que, au-delà des changements de mode de vie, ces questions remettent en cause le système capitaliste lui-même. Lors de cette réunion, les revendications du NPA ont été présentées. Un pont vers une nouvelle société seule à même d'éviter une catastrophe planétaire.

Martel (46) Grosse mobilisation contre le gaz de houille.

La mobilisation lancée par le collectif de Martel contre l'exploitation du gaz de schiste et de houille ne cesse de s'amplifier. La pétition a dépassé les 10000 signatures et les réunions publiques sont très suivies. La table ronde du 1^{er} juin à Turenne a réuni près de 270 personnes. Un nouveau collectif s'est créé autour de Saint-Céré. Tout le nord du Lot, une partie de la Corrèze et de la Dordogne sont ainsi mobilisés et organisent eux aussi des réunions publiques. L'ensemble des municipalités des cantons de Martel, Souillac et Vayrac a voté des motions contre le permis. La presse régionale fait état régulièrement de la mobilisation. Le week-end des 8 et 9 juin sera celui de manifestations : le 8 à Brive, à 15h place du Civoire, et le 9 à Sarlat, à 15h jardin du Plantier. Des covoiturages sont organisés. Plusieurs dizaines de militantEs des collectifs distribuent les tracts et affichent avec le soutien de la population pour appeler à ces manifestations. Il paraît que cela inquiète les autorités qui craignent une situation explosive si ce permis était accordé. Elles ont bien raison de s'inquiéter !

QUARTIERS POPULAIRES

La pratique du théâtre est à nous tous !

Dans une société où la visibilité médiatique, les mises en scène publiques, les joutes oratoires et la rhétorique ont une importance de plus en plus forte dans les efforts menés par la classe dirigeante pour embobiner, diviser et démoraliser les classes populaires, pratiquer le théâtre avec les habitants des quartiers populaires, c'est se mettre en mouvement collectivement.

C'est comprendre comment se construit le spectacle de la chose publique et c'est, par conséquent, imaginer le monde tel qu'il pourrait être, en regardant la réalité pour ce qu'elle est (le produit de conflits), et non pour ce qu'elle se donne à voir (une entité immuable et éternelle). Ce n'est pas un hasard si le théâtre public constitue aujourd'hui un corps viscéralement lié à la classe dirigeante. Elle sent très bien le danger potentiel subversif qu'il incarne. Par conséquent, valoriser la pratique du théâtre dans les quartiers populaires et dans les zones rurales, en tant qu'entraînement à l'action et à l'intelligence collective des



classes populaires, c'est aussi le rôle de notre parti. Faire de tout un chacun un acteur de sa propre vie et de la vie publique, se mettre en mouvement, prendre conscience de son image en relation avec le monde, élaborer une fiction collective qui percute

la réalité du monde tel qu'elle apparaît : les atomes crochus entre militantisme politique et pratique théâtrale ne manquent pas, ils sont ceux d'une prise de conscience générale et continue. C'est dans cette perspective d'une « citoyenneté active » que

s'inscrivent les ateliers menés par le Théâtre du Bout du Monde, association implantée dans le quartier du Petit Nanterre depuis 2005.

Une utopie concrète

L'association se définit comme un collectif d'artistes, qui mène des ateliers de pratique théâtrale tout au long de l'année dans les écoles, sur le quartier, au collège, et au CASH (Centre d'accueil et de soins hospitaliers). Tous les ateliers ont comme dénominateur commun l'épanouissement de la personne en relation avec le reste du monde, et tous font l'objet de plusieurs représentations publiques et gratuites. Une petite centaine de participantEs montent ainsi sur les planches chaque année. En cette année 2013, Le Théâtre du Bout du Monde a inscrit son action dans plusieurs événements autour des droits des femmes, notamment lors du « printemps de l'égalité » organisé en partenariat avec d'autres associations

pour sensibiliser les Nanterriens sur cette question. Voici comment elle présente ses représentations publiques : « Les femmes sont à l'honneur et notamment Shéhérazade (Contes des Mille et une nuits), qui, par sa parole et sa rhétorique subtile, sauve sa peau et celle de toutes les femmes sous la menace d'un sultan meurtrier. La parole est lumière quand le silence est d'ombre. Parler c'est en effet le premier pas pour survivre, d'où les titres de nos spectacles enfants et jeunes : Mille et une nuits théâtre d'ombre et Qui Parlera Vivra ! Mais s'il est salutaire de parler, il faut aussi savoir agir collectivement, à l'image de Lysistrata (Aristophane), qui, alors que la guerre fait rage, organise une grève internationale du sexe, et prend le pouvoir en compagnie d'autres femmes, ce qui force ainsi les hommes à faire la paix. La représentation sera suivie d'un forum où vous serez invités à prendre la parole. »

Tristan Schoumaker

ESSAI

ROMPRE ! Le cri des « indignés », Dominique Boisvert, Écosociété, « Résilience », 2013, 8 euros.

Les Indignés d'outre-Atlantique, ceux d'Occupy Wall Street comme ceux de Montréal d'où vient ce petit livre, n'ont pas nécessairement les mêmes traditions

politiques que ceux de Madrid ou d'Athènes. Les échanges d'idées entre les uns et les autres peuvent être aussi précieux que la solidarité qui les unit contre un ennemi, certes commun, mais infiniment plus puissant qu'eux. Sans nommer précisément ce dernier, D. Boisvert propose d'en finir avec les servitudes volontaires confortant son pouvoir, et de « rompre » avec l'argent, la vitesse, la propriété, la violence, l'individualisme, l'informatique, l'illusion technologique, etc. Voilà qui rappelle Thoreau, entre Désobéissance civile et Vie dans les bois. Le livre avance pour finir quelques solutions générales, montrant surtout le souci de ce militant québécois d'orienter l'indignation vers des luttes constructives.

Gilles Bounoure

ESSAI

LE LIVRE DE YAAK, Rick Bass, traduit de l'américain par Camille Fort-Cantoni, coll. Totem, Gallmeister, 2013, 176 pages, 8,30 euros.

Au plus profond du Montana existe une vallée reculée que l'écrivain américain Rick Bass s'efforce de faire classer depuis deux décennies comme « zone

naturelle protégée ». Entre les récits de longues promenades dans les montagnes et de l'inquiétude face à la progression d'un gigantesque incendie, de nombreuses pages sont consacrées à ce travail de foumi pour sauvegarder les derniers espaces sauvages des États-Unis. Mais face à l'industrie forestière, la lutte est particulièrement inégale : « L'appétit démesuré des hommes politiques les conduit à faire une cour éperdue aux lobbies industriels, qui, en 1994, ont dépensé des millions dans des campagnes anti-environnementales ». Les loups, les grizzlis, les séquoias géants ne font pas le poids. Les textes de Bass sont un plaidoyer opiniâtre pour construire une relation équilibrée entre nous et la nature.

Henri Clément

Manga

CESARE, VOLUMES 1 & 2, FUYUMI SORYO

Traduit par Sébastien Ludmann, éditions Ki-oon, 2013, 7,90 euros le volume.

D'abord cantonné aux dessins animés qui ont fait les riches heures du Club Dorothée, le manga s'est taillé en deux décennies une solide place dans le paysage éditorial français. Par delà les chiffres des tirages ou la longueur des séries, ce qui étonne, c'est l'impressionnante variété des sujets traités. Petit à petit, ce genre d'abord relégué au rang de sous-culture adolescente prend des airs de petite encyclopédie populaire, traitant tous les sujets sociaux ou historiques. La nouvelle série paraissant aux éditions Ki-oon est un parfait



exemple de cette dynamique. Avec un incroyable sens du détail, l'auteur s'est attaché à recréer les décors et l'atmosphère de la Pise de la fin du XV^e siècle (la longue bibliographie qui conclut chaque volume témoigne du souci du détail et de la précision des recherches). Le fils d'un tailleur de pierre, Angelo Da Canossa, se voit offrir la possibilité d'étudier dans l'une des meilleures universités d'Italie par le protecteur de son père, un certain Médicis. Naïf et peu au fait des règles de la vie étudiante, ses gaffes vont l'amener à se lier d'amitié avec le jeune Cesare Borgia, adolescent intelligent et imprévisible. Cette relation va le conduire au milieu d'un échecomplicé d'alliances, de complots et de trahisons dont

l'objectif principal est le siège papal. Une fois accoutumé au sens de lecture japonais, on se laisse entraîner sans difficulté sur les traces des Borgia. Si la réputation sulfureuse de cette famille et des intrigues de palais opère toujours, la rencontre de nombreuses figures, telles Léonard de Vinci, Christophe Colomb, Machiavel ou encore Savonarole n'est non plus étrangère à l'attrait de ce récit.

Ces deux volumes constituent une excellente introduction, solide et documentée, au monde de la Renaissance italienne, ses arts, sa politique. Un lexique et un entretien en fin de second volume viennent aider à la compréhension de points obscurs. Le tout se dévore littéralement !

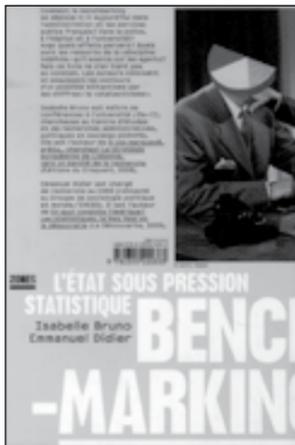
Henri Clément

Essai

BENCHMARKING, L'ÉTAT SOUS PRESSION STATISTIQUE

ISABELLE BRUNO ET EMMANUEL DIDIER, Zones. 2013, 18 euros.

En 2008, Laurence Parisot, l'ex-patronne du Medef s'était fait applaudir avec un discours digne du docteur Knock : « Benchmarking c'est la santé ». Cette discipline qu'on doit à un de ces fous ingénieurs de chez Xerox consiste à évaluer dans une optique concurrentielle pour s'améliorer. Ne dit-on pas aujourd'hui « Photocopier tue » ? Quiconque travaille dans le secteur public a droit depuis quelques années à deux lapidations : la première étant d'être vu comme un paria se tournant les pouces dans un bureau sombre et harcelant le petit entrepreneur, la seconde étant de subir les injonctions de sa hiérarchie par des indicateurs de performance et d'évaluation. Ce petit sévice nous vient d'une règle apprise chez Rank Xerox pour améliorer le rendement, les ventes et donc la marge. Que l'on soigne, que l'on enseigne, que l'on tente de faire rentrer les sous des contribuables de Suisse jusque dans



le Lot, que l'on recherche, que l'on travaille au déneigement à Marseille ou à la poste aux îles Kerguelen, on est noté, évalué, chargé de faire mieux, de faire de la qualité sous couvert de quantité. A coups de baromètres, d'indicateurs qui sont

autant de sanctions, de palmarès, l'esprit managérial empoisonne le facteur et l'enseignant, et lui grappille du temps. Le management de la qualité est une course sans ligne d'arrivée.

Les deux chercheurs coupables de cette étude ont exploré trois champs pour appuyer leur thèse : la police, l'hôpital et l'université. Revenant sur la politique du chiffre testé à New York, ils racontent son importation à la préfecture de Paris. Dans les hôpitaux avec le PMSI, le Programme de médicalisation des systèmes d'information, ils analysent leurs dérives logiques : cette pratique, désormais récurrente et ignoble, de classement des meilleurs hôpitaux, ou des meilleures universités que l'on retrouve à la une des journaux.

Comment sortir de la statistique qui guide vers toujours plus de productivité et de performance dans des secteurs qu'on voudrait non

marchands ? Les auteurs appellent de leurs vœux à une résistance par les chiffres, à un « stactivisme ». Une baston de chiffres, ça fait rêver !

Christophe Goby



librairie
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____</p> <p>CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM					
Tarif standard					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



NO COMMENT
 Nous apprenons effectivement la démocratie. C'est assez nouveau...
 JEAN-FRANÇOIS COPÉ, PRÉSIDENT DE L'UMP, le dimanche 2 juin sur Canal Plus

FÉMINISME **Toujours en marche**

Le 9 juin à Paris, la cause des femmes se fera entendre dans la rue. Le mot d'ordre de la manifestation: «contre l'austérité», mais aussi «imposer une autre politique». L'appel vient de plus de 150 femmes militantes, associatives, politiques, ou syndicales.

Les femmes sont les premières touchées par l'austérité: temps partiels imposés, bas salaires, retraites misérables ou tout simplement pauvreté. Parmi les salariéEs à bas salaire, 75% sont des femmes, avec sur-représentation des mères seules avec enfants. Elles sont deux fois plus au Smic que les hommes, son augmentation devient donc une revendication féministe pour réduire les inégalités de salaires entre les sexes.

Le temps partiel, féminin à 80%, est souvent imposé. Il faut permettre de passer à temps plein à demande. D'autant plus que, dans 40% des cas, le temps partiel est pris pour s'occuper des enfants ou d'un proche. Mais le gouvernement va dans un tout autre sens, avec l'ANI, qui va faciliter les variations d'amplitude d'horaire et autoriser des dérogations sur la durée minimale pour le temps partiel. Les baisses d'effectifs et des rémunérations dans le secteur public, où les femmes sont majoritaires, va creuser aussi davantage le fossé des inégalités.

Social et santé: des acquis à défendre

Diminution des aides aux familles, mais aussi insuffisance des places de crèche, les coupes budgétaires dans la protection sociale sont subies de plein fouet par les femmes. Même problématique dans le domaine de la santé, où le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture de centres d'IVG. La fusion des établissements hospitaliers et les déserts médicaux mettent en danger les acquis du féminisme. La mise en liquidation programmée de la clinique des Bluets, connue comme pionnière de l'accouchement sans douleur, est un exemple de plus de la situation alarmante que nous vivons.

Aujourd'hui le mouvement féministe a toutes les raisons de continuer à exister, de se battre pour une autre politique, économique et sociale. Une politique réellement féministe ne peut exister qu'en faisant d'autres choix de société, qu'en remettant en cause la répartition actuelle des richesses.

Delphine Grenoble



TOUT!
est à nous!

hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27
 redaction@npa2009.org
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Numéro ISSN: 1969-8178
 Commission paritaire: 0414 P 11508
 Tirage: 6500 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: Ross Harold
 Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz
 Maquette: Ambre Bragard
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22 - Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT

GAZ DE SCHISTE **Des syndicats dans le gaz?**

Le gaz de schiste n'est pas exploité en France. Une perte intolérable pour le patronat, soutenu par les syndicats CFTD, CFTC et CFE-CGC. Ils viennent de signer un accord pour «réinventer la croissance... proposer une vision positive et conquérante de l'économie française... et pour autoriser la recherche sur le gaz de schiste et l'exploiter dès que possible.

La logique capitaliste est simple. L'énergie représente 82% du déficit commercial de la France et coûte cher aux entreprises. Aux États-Unis, le gaz de schiste est 3 à 4 fois moins cher que le gaz importé. Selon le Medef, avec le gaz de schiste, les entreprises françaises feraient plus de profits qu'elles transformeraient en investissements qui à leur tour doperaient la croissance. Le patronat, rejoint par les syndicats qui ont signé l'accord national interprofessionnel (ANI), nous refait le coup des profits d'aujourd'hui qui seront les emplois de demain.

Par dessus le marché?

Mais si le gaz de schiste est bon marché aux USA, c'est grâce à des avantages fiscaux éhontés octroyés par l'État fédéral qui permettent à l'industrie gazière d'être pratiquement exonérée d'impôt. Non soumise aux

législations sur l'eau et l'air, elle échappe au coût des conséquences environnementales et sanitaires du gaz de schiste: pollution massive de l'environnement, maladies des travailleurs, des riverains et des animaux d'élevage, c'est le principe «pollueur-profiteur»... Sans compter que seule la multiplication des forages (subventionnés par l'État américain) permet de maintenir la production, car le rendement d'un puits décroît très vite dans le temps, et la production globale déclinera dès 2017 (selon le *Oil and Gas Journal*).

L'ère de l'énergie bon marché est dépassée. Seule une réduction massive de nos émissions de CO2 peut nous permettre d'éviter la catastrophe climatique, et cela est incompatible avec le gaz de schiste plus polluant que le charbon. La crise écologique et sociale impose une nouvelle politique en matière d'énergie.

Les capitalistes soutenus dans leur offensive par les productivistes de tout bord, syndicats et partis de gauche, sont incapables de prendre les mesures nécessaires. À nous d'imposer nos choix écosocialistes!

CorrespondantEs Commission nationale écologie

CANNES 2013 **Festival du sexisme**

En plus de l'absence des femmes dans la sélection pour la Palme d'Or (une seule sur 18 hommes), Cannes a été le festival des déclarations misogynes et des préjugés.

François Ozon, réalisateur du film *Jeune et Jolie*, film racontant la vie d'une jeune fille de 17 ans qui se prostitue par «plaisir» a émis publiquement des propos réactionnaires. Pour lui, la prostitution serait un «fantasme» pour les femmes: «Je pense que vouloir être un objet sexuel, être désirée, être utilisée, est quelque chose de très courant. C'est le genre de passivité que les femmes recherchent». Ces propos et ce film ont déclenchés de nombreuses réactions et ont contribué à un déferlement de sexisme dans les médias.

Fantasmes réactionnaires

Loin de s'intéresser aux causes de la prostitution étudiante, entre

autres l'augmentation de la précarité et du coût de la vie, le film et ses critiques (dont l'écrasante majorité sont des hommes) préfère y voir l'éveil de la sexualité féminine comme ils le fantasment. Le physique de Marine Vatch, l'actrice principale, passe dans les médias comme le principal intérêt du film. Ainsi, *l'Humanité* se régale devant le soleil qui «brûle la peau appétissante de son corps idéalement bronzé» et *le Figaro.fr* regrette «Au-delà du sex-appeal de Marine Vatch [...] une mise en scène finalement assez chaste». Les films montrant une prostitution «propre», loin de la réalité, se sont aussi multipliés ces dernières années (*Sleeping beauty*, *Elles...*). Ce festival s'est terminé sur les

propos du réalisateur au passé bien connu: Roman Polanski. Pour lui, l'égalité hommes/femmes est une «tendance idiote» et la pilule, qui est un acquis des luttes pour disposer de son corps, «chasse le romantisme» en «masculinissant» les femmes. Le «romantisme» incarne donc pour Polanski une vision traditionnelle de la femme-mère et féminine, celle qui s'occupe des enfants et de son mari à la maison et celle dont le corps sert à la procréation, à l'inverse de celui de *Jeune et Jolie* qui est exposé pour satisfaire à la fois les «pulsions sexuelles» des personnages masculins du film, et les fantasmes des spectateurs masculins...
Jessica Ibre

LE N°44 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

Dans ce numéro figurent:

- un dossier République, révolution et contre-révolution
- et de nombreux articles parmi lesquels:
- L'auto-organisation dans la révolution populaire syrienne
- Réforme ferroviaire: la casse programmée
- Après le mariage pour tous: de l'égalité des droits à l'égalité réelle

Vous pouvez vous le procurer

en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à: *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

